



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 7 AOÛT 1920.

QUEBEC, SATURDAY, 7TH AUGUST, 1920.

Département du Secrétaire de la Province de Québec / Provincial Secretary's Department Quebec

LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC, 1920
(10 Geo. V, chap. 72)

QUEBEC COMPANIES' ACT, 1920
(10 Geo. V, chap. 72)

RAPPORT ANNUEL (art. 6031)

ANNUAL REPORT (art. 6031)

AVIS

NOTICE

Toute compagnie, régie conformément à la "Loi des compagnies de Québec, 1920", devra, sous peine d'amende, tel qu'édicte par ladite loi, transmettre, en duplicata, le ou avant le premier jour de septembre prochain, le rapport annuel requis par l'article 6031 de la "Loi des compagnies de Québec, 1920".

Les compagnies organisées après le trentième jour de juin dernier ne sont pas tenues de faire ce rapport avant le premier septembre 1921.

Des formules spéciales de rapport ont déjà été transmises aux compagnies. On pourra au besoin s'en procurer en s'adressant au département du secrétaire de la province.

Le sous-secrétaire de la province,
2911—32-5 C.-J. SIMARD.

Every company governed by the "Quebec Companies' Act, 1920", shall, under penalty of a fine, as enacted by said law, transmit, in duplicata, on or before the first day of September next, the annual report required by section 6031 of the "Quebec Companies' Act, 1920."

Companies organized after the thirtieth day of June last are not obliged to send in this report before the first September, 1921.

Special report forms have already been transmitted to companies. Such forms may be obtained, if needed, by applying to the Provincial Secretary's Department.

C.-J. SIMARD,
2912—32-5 Deputy Provincial Secretary.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "*Gazette Officielle*" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

2883

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "*Official Gazette*" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

2884

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU
Assistant-Procureur-Général. } qu'en vertu des dispositions de l'article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, un plan de chaque cité, ville, village, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi s'y rapportant et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

Proclamation

Canada,
Province of Québec,
[L.S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the SEAS, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in virtue of the provisions of article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Québec 1909, it is enacted that the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries, shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, referring thereto, and in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan, devant être indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code civil du Bas-Canada, savoir :

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquentement dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du lieutenant-gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistre-

3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land to be shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of Colonization, Mines and Fisheries, may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of Colonization, Mines and Fisheries remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit:

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties conterminous thereto; and any piece of land composed of parts of more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed: in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of

ment, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises, et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, un plan et un livre de renvoi officiels du canton de Talon dans le comté de Montmagny;

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU qu'une copie des dits plan et livre de renvoi certifiées par le dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Montmagny, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir; depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code civil du Bas-Canada qui s'y rapportent:

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite province, a fixé le vingtième jour du mois d'août courant (1920), comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté

any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

"2173. If such renewal be not affected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our Province of Québec has caused to be prepared, under his superintendence, an official plan and book of reference of the township of Talon, in the county of Montmagny;

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the registration division of the county of Montmagny, and there remain open to the inspection of the public during office hours, that is to say; between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto:

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Québec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the twentieth day of the month of August instant (1920) as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Montmagny, relat-

de Montmagny, relativement au canton de Talon, faisant partie de ladite division d'enregistrement :

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit vingtième jour du mois d'août courant (1920) les dispositions de l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Montmagny, relativement au canton de Talon.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement du comté de Montmagny, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit vingtième jour du mois d'août courant (1920), à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUEBEC, ce TROISIÈME jour du mois d'AOUT, l'an de grâce mil neuf cent vingt et de Notre règne le onzième.

2891 Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Lettres patentes

"New Clarendon Hotel Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juillet 1920, constituant en corporation: Frank Breadon Common, avocat, Francis-George Bush, Herbert-William Jackson, teneurs de livres, Alexander Gordon Yeoman, William Patrick Creagh, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme tenanciers d'hôtel, restaurant, café, taverne, échoppe de rafraîchissements et aubergistes, pourvoyeurs licenciés, marchands de vins, bières, spiritueux et tabacs, importateurs, fabricants d'eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres boissons, fournisseurs, pourvoyeurs d'amusements publics d'une manière générale, propriétaires d'automobile, cabriolet et voitures, tenanciers d'écuries de louage, de garages, buandiers, agents fonciers, courtiers et entrepreneurs;

Construire, bâtir et exploiter des hôtels, maisons de rapport et logements; usines, fabriques, garages, écuries, ateliers, machines, résidences, pensions, buanderies et places d'amusements;

Acheter, prendre à bail, louer ou autrement acquérir et détenir des terrains et bâtiments ou

ing to the township of Talon, forming part of the said registration division;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said twentieth day of the month of August instant (1920), the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Montmagny, relating to the township of Talon.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division, to renew the same within the period of two years after the said twentieth day of the month of August instant (1920), on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this THIRD day of the month of AUGUST, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty, and in the eleventh year of Our Reign.

2892 By command,
C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Letters patent

"New Clarendon Hotel Company, Limited".

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1920, incorporating: Frank Breadon Common, advocate, Francis George Bush, Herbert William Jackson, book-keepers, Alexander Gordon Yeoman, William Patrick Creagh, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, cafe, tavern, refreshment booth and lodging house keepers, licensed victuallers, wine, beer and spirit and tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, automobile, coach, cab and carriage proprietors, livery stables keepers, garage keepers, laundrymen, real estate agents, brokers, carriers and warehousemen;

To construct, erect and operate hotels, apartments and dwelling houses, shops, factories, garages, stables, works, machinery, residences, boarding houses, laundries and places of amusement;

To purchase, take on lease, hire or otherwise acquire and hold lands, buildings or any interest

d'aucun intérêt en iceux, pour fins de pares, de jeux, de récréation, amusements et distractions ; construire des bâtisses sur ces terrains ou sur aucun d'iceux, pour le patin, le curling, le gouret et autres jeux ou amusements d'amateurs ; les outiller d'appareils de gymnase et autres ;

Utiliser, convertir, adapter et entretenir tous ou aucun de ces terrains, bâtiments et locaux aux fins précitées ou à aucune d'icelles, avec leurs annexes habituelles et indispensables ;

Acquérir, exiger, entretenir et exploiter des bâtisses, fabriques, ateliers, usines, magasins, garages pour remiser, prendre soin, garder à bail ou autrement des automobiles, cycles, moteurs, canots autos, hydroplanes, bateaux à voiles, canots, avions, autobus ainsi que tous autres véhicules-moteurs ou embarcations d'aucune nature quelconque, des machines, pour toutes fins de la corporation, aussi reconstruire, agrandir, altérer ou améliorer iceux, vendre, louer, aliéner et échanger lesdites bâtisses, d'autres propriétés ou aucune partie d'icelles, exercer aussi un commerce général consistant à tenir garage, louage de bateaux, de chevaux et taxis ;

Acquérir, construire, posséder, exploiter, louer, vendre ou autrement disposer de bateaux à moteur, hydroplanes, bateaux à voiles, canots, navires à vapeur, bateaux à rames, bacs, barges et traversiers, aussi acquérir, détenir, utiliser, louer, vendre ou autrement, disposer des lopins de grève et droits de navigation qui seront utiles ou avantageuses en rapport avec aucun des objets de la compagnie ;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou un intérêt en iceux avec aucunes bâtisses ou structures qui peuvent se trouver sur lesdits terrains ou aucun d'iceux, aussi vendre, louer, échanger, grever ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie des terrains, toutes les bâtisses ou structures qui y sont ou pourront y être érigées, ou aucune d'icelles, prendre pour cela les garanties estimées nécessaires ;

Faire et générer de la vapeur, du gaz et de l'électricité pour fins de chauffage, d'éclairage, de force motrice, de congélation et autres ; les vendre, louer et utiliser dans les comtés de Vaudreuil et Jacques-Cartier, pourvu toutefois que les droits et privilèges que les présentes confèrent à la compagnie de générer l'énergie électrique d'éclairage, de chauffage et de force motrice, dans leur exercice hors la propriété corporative, soient régis par toutes les lois et ordonnances de l'autorité provinciale et municipales y relatives ;

Exploiter, de toutes manières, des systèmes de nettoyage par aspiration, aussi d'autres engins de nettoyage et d'assainissement ;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucuns des biens, droits ou produits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques et noms de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité ou illimité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement concernant aucune invention, formule, recette, aucun procédé, qui paraîtra propre à servir les fins de la compagnie, ou dont l'acquisition paraîtra susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, aussi utiliser, développer, exercer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir la propriété, les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

therein for the purposes of parks, sport, recreation, amusement and entertainment ; to erect buildings on such lands or any of them for the purposes of skating, curling, hockey and other amateur sports or amusement for the purposes of entertainment ; to equip same with gymnasium and other apparatus ; and to use, convert, adapt and maintain all or any of such lands, buildings and premises for the purposes aforesaid or any of them, with their usual and necessary adjuncts ;

To acquire, erect, maintain and operate buildings, factories, shops or works, stores, garages for the storing, care and keeping on lease or otherwise, of automobiles, cycles, motors, motorboats, hydroplanes, sailing boats, canoes, aeroplanes, autobus and all other motor vehicles or water craft of any nature whatever, and machinery and for all purposes of the company, and to rebuild, enlarge, alter or improve the same and to sell, lease, dispose of and exchange the said buildings or other property or any part thereof, and to carry on a general garage, boat hiring, livery, and taxi-cab business ;

To acquire, construct, possess, operate, lease, sell or otherwise dispose of motorboats, hydroplanes, sailing boats, canoes, steam-boats, row-boats, scows, barges or ferries, and to acquire, hold, use, lease, sell or otherwise dispose of such water-lots and water-rights as may be useful or convenient in connection with any of the objects of the company ;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary ;

To manufacture and produce steam, gas and electricity for heat, light, power, refrigeration and other purposes ; and to sell, lease and utilize the same in the counties of Vaudreuil and Jacques-Cartier, provided always that the rights and privileges hereby conferred upon the company to generate electrical energy for light, heat and power, when exercised outside the property of the company, shall be subject to all the laws and regulations of the Province and of the municipal authorities in that behalf ;

To operate vacuum cleaning systems, in all branches, and other systems of cleaning and sanitation ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe, or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira indispensables ou avantageux aux fins de son commerce, et particulièrement des machines, outillages et fonds de commerce ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens et du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la corporation, émettre aussi des actions libérées, des obligations, ou les deux en paiement du prix d'achat d'iceux ;

Promouvoir et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui paraîtra directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie, garantir le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou des frais, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, société, association ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires que la corporation croira susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, aussi souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle société, association ou compagnie, et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Souscrire, prendre, ou autrement acquérir et détenir des actions, du capital ou d'autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce aucun commerce, propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi les vendre ou autrement aliéner ;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune charte, licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, pouvoir, aucune corporation, ou aucun autre corps public peut accorder et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aucunes actions, obligations et valeurs corporatives à en défrayer le coût, les frais et impenses ;

Prélever, aider à prélever de l'argent, aider par boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre personne, société, compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie sera en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation ;

Placer et manipuler les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Distribuer en espèces ou autrement aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et particulièrement aucunes actions, obligations, débetures

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid-up shares, or bonds or both for the payment of the purchase price thereof ;

To promote and become shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem, directly or indirectly, calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

And to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To subscribe for, take up, or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same ;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any charter, license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined ;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other

tures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres titres d'aucune autre compagnie constituée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et d'autres instruments négociables ou cessibles ;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ;

Louer, vendre ou autrement aliéner l'industrie, la propriété ou l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelles, moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation ;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, par l'entremise de fiduciaires, d'agents ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres. Le fonds social de la compagnie, divisé en deux mille cinq cents (2,500) parts de cent piastres (\$100.00) chacune, est fixé à la somme de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), dont douze cent cinquante (1250) parts seront un capital cumulatif privilégié à huit pour cent (8%), valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, et mille deux cent cinquante (1250) parts constitueront un stock ordinaire, valeur au pair de 100 piastres (\$100.00), sujet à l'augmentation de fonds social en vertu des dispositions de ladite loi et des amendements à icelles ;

Ledit capital cumulatif privilégié à huit pour cent (8%) comportera les préférences, priorités, droits, privilèges, restrictions et conditions ci-dessous, à savoir :

a. Les détenteurs enregistrés du capital privilégié auront droit de recevoir, au temps et de la manière arrêtés par le conseil d'administration, des dividendes sur le surplus de la compagnie ou sur les bénéfices nets réalisés dans ses affaires, au taux de huit pour cent (8%) l'an et pas plus, à compter du 1er août 1920, payable par versements semi-annuels les premiers janvier, juillet et octobre de chaque année, de sorte que si, à l'époque d'aucun dividende semi-annuel, un dividende de quatre pour cent (4%) n'est pas payé sur le capital privilégié, le déficit devra être comblé subséquentement avant qu'aucuns dividendes ne soient déclarés, payés ou réservés en faveur d'aucune autre tranche du capital inférieure au capital privilégié ;

b. Au cas de liquidation, dissolution ou extinction de la compagnie, les détenteurs enregistrés du capital privilégié auront droit, avant distribution ou paiement aux détenteurs d'aucune autre espèce de capital, inférieure au capital privilégié, d'aucunes valeurs de la compagnie, à être entièrement payés de la valeur au pair de leurs actions plus tous dividendes accrus non servis, et au cas où cette liquidation, dissolution ou extinction est volontaire, à un montant supplémentaire de quinze pour cent (15%) de ce montant. Si, lors de cette liquidation, dissolution ou extinction, l'actif de la compagnie distribuable comme susdit aux porteurs du capital privilégié est insuffisant pour leur assurer le

securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company ;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others. The capital stock of the said company, divided into two thousand five hundred (2,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, to be fixed at the sum of two hundred and fifty thousand dollars, of which one thousand two hundred and fifty (1,250) shares shall be eight per cent (8%) cumulative preferred stock of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and one thousand two hundred and fifty (1,250) shares shall be common stock of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said Act and Amending Acts ;

The said eight per cent (8%) cumulative preferred stock shall carry and be subject to the preferences, priorities, rights, privileges, limitations and conditions hereinafter set forth; that is to say :

a. The holders of record of the preference stock shall be entitled to receive, when and as declared by the Board of Directors, dividends from the surplus of the company or from the net profits arising from its business, at the rate eight per cent (8%) per annum and no more, from August 1st, 1920, payable in half yearly instalments on the first day of January, and July, and October in each year, so that if, on any half yearly dividend day a dividend of four per centum (4%) shall not be paid on the preference stock, the deficiency shall be payable subsequently before any dividends shall be declared or paid upon or set apart for any other class of stock junior to the preference stock ;

b. In the event of any liquidation, dissolution or winding up of the company, the holders of record of the preference stock shall be entitled, before any of the assets of the company shall be distributed among, or paid over to the holders of any other class of stock junior to the preference stock, to be paid in full the paramount of their shares together with all unpaid accrued dividends, and if such liquidation, dissolution or winding up of the company be voluntary, a further amount equal to fifteen per cent (15%) of such par amount. If upon such liquidation, dissolution or winding up, the assets of the company distributable as aforesaid among the holders of the preference stock shall be insufficient to

paiement desdits montants, tout l'actif de la compagnie ainsi distribuable devra alors être distribué au pro rata entre les porteurs enrégistrés du stock privilégié ;

c. Par le vote du conseil d'administration, la totalité ou aucune partie du capital privilégié alors versé peut être rachetée et perçue par la compagnie, un jour de dividende, à \$115. par action, plus le dividende le jour de dividende pour lequel appel est fait, et tous dividendes accrus, s'il en est, ou rachetée et retirée à ce prix ou à aucun prix inférieur auquel on peut l'obtenir. Au cas où moins que le capital privilégié souscrit est ainsi appelé, la compagnie fixera par lotissement les actions privilégiées qui seront appelées. Le prix d'achat du capital ainsi appelé sera payable au bureau de la compagnie à Sainte-Anne-de-Bellevue, et aux autres endroits, s'il en est, spécifiés par le vote d'appel. Avis de cet appel, donnant le jour et le lieu où le prix d'achat du stock appelé, sera expédié à chaque détenteur de capital ainsi appelé dont l'adresse est dans les registres de la compagnie, à son adresse ainsi consignée, au moins vingt jours avant le jour du dividende dont est appel. Après ce dividende les porteurs de certificats de tous stocks ainsi appelés perdront leurs droits aux dividendes futurs, ou d'autres droits ou privilèges comme actionnaires relatifs à ce stock, et auront droit par leurs certificats au seul paiement des sommes susmentionnées ;

d. Si en aucun temps, seize pour cent (16%) en dividendes sur le stock privilégié sera accru et non soldé, les porteurs desdites actions privilégiées auront droit de vote à aucune assemblée des actionnaires de la compagnie, annuelle, générale ou spéciale, et droits de vote égaux avec les détenteurs du stock commun. Ces droits de vote de porteurs de stock privilégié cesseront sur paiement intégral de tous dividendes échus, mais seront encore restorés périodiquement subséquemment au cas où seize pour cent en dividendes sur le stock privilégié sera accru et en souffrance, et finiront de la même manière sur paiement complet, en aucun temps, de tous dividendes passés. Autrement les détenteurs de stock privilégié n'auront pas droit de vote aux assemblées des actionnaires ; sous le nom de "New Clarendon Hotel Company, Limited".

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-de-Bellevue, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2861 C.-J. SIMARD.

"The Majestic Dress Manufacturing Company".

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Nathan Solomon, avocat, Louis Diner, diplômé en droit, Michael L. Brown, courtier, Benjamin Alfred Schwartz et Lawrence Tannenbaum, notaires, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Exercer le commerce et le négoce de manufacturiers et marchands de hardes et vêtements de toute espèce et description, de marchands de nouveautés, soies, satins, garnitures, étoffes tissées, des articles de drap et coton d'une manière générale, de tailleurs et habilleurs ;

permettre le paiement à eux de said amounts, then the entire assets of the company so distributable shall be distributed ratably among the holders of record of the preference stock ;

c. By vote of the Board of directors, all or any part of the preference stock at the time outstanding may be called and retired by the company on any dividend day at \$115 per share, together with the dividend accruing on the dividend day for which the call is made, and all accumulated dividends, if any, or purchased and retired at that or any less price at which the same can be obtained, in case less than all the outstanding preference stock is so called, the company shall determine by lot the preference shares to be called. The purchase price of the stock so called shall be payable at the office of the company in St. Annes de Bellevue, and at such other places, if any, as the vote making the call shall specify. Notice of such call, stating the day for which the call is made and the place or places where the purchase price of the stock called is payable, shall be mailed to each holder of stock so called whose address is registered on the books of the company, at his address so registered, not less than twenty days prior to the dividend day for which the call is made. After such dividend, the holders of the certificates for all stocks so called shall cease to have any rights to future dividends or other rights or privileges as shareholders in respect of such stock, and shall be entitled in respect of their certificates only to the payment of the amounts specify hereinabove ;

d. If at any time sixteen per centum (16%) in dividends on the preferred stock shall have accrued and remain unpaid, the holders of the said preferred stock shall be entitled to vote at any meeting of the shareholders of the company, whether annual, general or special, and shall have equal voting rights, with the holders of the common stock. Such voting rights of holders of preferred stock shall cease upon payment in full of all past dividends, but shall be again and from time to time subsequently revived if sixteen per centum in dividends on the preferred stock having accrued remain unpaid, and shall be likewise ended by the payment in full at any time, of all dividends theretofore passed. Otherwise the holders of preferred stock shall not be entitled to vote at stockholders meetings ; under the name of "New Clarendon Hotel Company, Limited".

The head office of the company will be the town of St. Annes de Bellevue, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1920.

C.-J. SIMARD,
2862 Assistant Provincial Secretary.

"The Majestic Dress Manufacturing Company".

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1920, incorporating : Nathan Solomon, advocate, Louis Diner, law graduate, Michael L. Brown, broker, Benjamin Alfred Schwartz and Lawrence Tannenbaum, notaries, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the trade and business of manufacturers of and dealers in clothing and garments of every kind and description, and dealers in dry goods, silks, satins, tailors' trimmings, textile fabrics and cloth and cotton goods generally, and tailors and outfitters ;

Exercer aucun autre commerce connexe au précédent que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec le négoce ci-haut ;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou qui possède des biens convenant aux objets de la compagnie, acquérir aussi l'achalandage d'aucun commerce constitué ou à être constitué, et payer lesdits biens, commerce, passif et achalandage en actions corporatives ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra propre à servir à aucune des fins de la compagnie, on dont l'acquisition semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatif, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Généralement acheter, prendre à bail, en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière et personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira indispensables ou avantageux aux objets de son commerce et particulièrement du terrain, des bâtiments, commodités, machines, un outillage et un fonds de commerce ;

Emprunter, prélever ou se procurer le paiement de deniers de toute autre manière que la compagnie estimera convenable, et particulièrement par émission de débentures garanties sur la totalité ou aucune partie de la propriété présente et future, mobilière et foncière, de la corporation ;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital corporatif, d'aucunes débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires ;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à avantager directement ou indirectement la présente corporation ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, grever, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Garantir, cautionner et répondre du paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations, d'aucune nature quelconque, d'aucune autre corporation, société ou personne avec laquelle la compagnie sera en relations d'affaires, sous le nom de "The Majestic Dress Manufacturing Company", avec un fonds social global de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

2863

C.-J. SIMARD.

To carry on any other similar business, which is germane to the foregoing and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above business ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to acquire the goodwill of any business corporated or unincorporated and pay for the said property, business, liabilities and good-will by shares of the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right or use, of any secret or any other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise to turn to account the property, rights or information so acquired ;

Generally to purchase, take on lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any land, building, easements, machinery, plant and stock-in-trade ;

To borrow or raise or secure the payment of money in such other manner as the company shall think fit, and in particular by the issue of debentures, charged upon all or any of the company's property, both present and future, movable and immovable ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing to place any of the shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or the conduct of its business ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account, or otherwise deal with, all or any part of the property and rights of the company ;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual with which the company has business dealings, under the name "The Majestic Dress Manufacturing Company" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of July, 1920.

C.-J. SIMARD,

2864

Assistant Provincial Secretary.

"The North Quebec Mining Development Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies minières de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Gédéon Fredette, bourgeois, Joseph Demers, avocat, Saint-Jean, district d'Iberville, Alexandre Germain, médecin, Alban Germain, Joseph Saint-Cyr, avocats, Louis-A. Herdt, ingénieur-civil, de la cité et du district de Montréal, et le révérend H.-Adélar Tremblay, curé, de Saint-Rémi-d'Amherst, comté de Labelle, dans les buts suivants :

Faire des exploitations ou recherches pour découvrir des mines et des minerais ;

Faire toutes les opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, immeubles, droits de mine, droits de préemption, ou tout autre intérêt en ceux ; des appareils mécaniques ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter sur ces propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 S.R.Q., 1909, en la manière y prescrite ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations ou pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, marchandises ou ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée, et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie si elle le désire et se charger des dettes et des charges y afférentes ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en opération ;

Exercer directement ou indirectement son commerce, à la fois en gros et au détail, comme producteurs, manufacturiers, expéditeurs, marchands exportateurs et importateurs ;

Louer, vendre, aliéner ou autrement disposer de l'entreprise corporative ou d'aucune partie d'icelle sur l'approbation de la majorité des actionnaires en nombre et en valeur, et ce, pour les prix, termes et conditions qui seront trouvés convenables ;

Exercer et bénéficier de tous les pouvoirs et privilèges permis en vertu de la Loi des compagnies à fonds social de Québec, ainsi qu'en vertu

"The North Quebec Mining Development Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Mining Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July, 1920, incorporating : Gédéon Fredette, burgess, Joseph Demers, advocate of Saint John, district of Iberville, Alexandre Germain, physician, Allan Germain, Joseph Saint Cyr, advocates, Louis A. Herdt, civil engineer, of the city and district of Montreal, and the Reverend H. Adélar Tremblay, parish priest, of Saint Remi d'Amherst, county of Labelle, for the following purposes :

To prospect and explore for mines and minerals ;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting therefrom any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradle, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever ; and sell or otherwise dispose thereof ;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights, rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ;

To exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 R.S.Q., 1909, in the manner therein prescribed ;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works ;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on and to pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ;

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated ;

To carry on directly or indirectly, both wholesale and retail, the business of producers, manufacturers, shippers, merchants, importers and exporters ;

To lease, sell, alienate or otherwise dispose of the undertaking of the corporation or any part thereof, on the approval of the majority in number and value of the shareholders and that for such price and upon such terms and conditions as the company may think fit ;

To exercise and enjoy all the powers and privileges granted under the Quebec Joint Stock Companies Act and under the Quebec Mining

de la Loi des compagnies minières de Québec (S.R.Q., 1909, art. 6743 et suivants) les actionnaires de ladite compagnie ne devront encourir aucune responsabilité au-delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour leurs actions, tel que prévu par l'article 6748 S.R.Q., 1909"; sous le nom de "The North Quebec Mining Development Company, Limited" avec un capital total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Jean, dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2865 C.-J. SIMARD.

Companies Act (R.S.Q., 1909 art. 6743 and following) the shareholders of the said company shall incur no liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid for their shares in accordance with the provisions of article 6748 R.S.Q., 1909, under the name of "The North Quebec Mining Development Company, Limited", with a total capital stock of one hundred and ninety nine thousand dollars (\$199,000.00), divided into one thousand nine hundred and ninety (1990) shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be at Saint John, in the district of Iberville.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of July, 1920.

C. J. SIMARD,
2866 Assistant Provincial Secretary.

**" L'Association Commerciale du Nord,
Ltée "**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Emery Brisebois, tanneur, Michel Longpré, Olivier Boyer, Jules Cloutier, Hervé Lafleur, Aldéric Coursol, cultivateurs, tous de Mont-Laurier, district de Montcalm, dans les buts suivants :

Acquérir, établir, exploiter un ou plusieurs magasins comme marchand ou marchand général dans le but de promouvoir les intérêts de la compagnie dans ce commerce ;

Faire le commerce et exploiter l'industrie de tanneur ou toute autre s'y rapportant directement ou indirectement ;

Acquérir, posséder, établir, exploiter une tannerie ou des tanneries, forge, sellerie, cordonnerie et des manufactures de chaussures ou tout autre commerce ou industrie s'y rapportant ;

Faire le commerce sus-dit comme négociants en gros, en détail, agents, importateurs exportateurs et faire toutes choses quelconque en rapport avec l'objet de la compagnie ;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de l'achalandage, du commerce de la propriété et du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, et de les payer en argent, en actions, obligations débetures ou avec d'autres valeurs de la présente compagnie ou autrement ;

Acheter, prendre à bail ou en échange ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle aucun droits ou privilèges que la compagnie croirait nécessaires ou appropriés au but de son commerce ou de son industrie et particulièrement des terrains, bâtiments, commodités, machines, outillages et assortiments ;

Acquérir toutes patentes, licences, concessions, conférant le droit exclusif ou non exclusif ou limité de se servir de tout secret ou information ou invention qui peuvent être utilisés pour l'un quelconque des objets de la compagnie ou dont l'acquisition peut directement ou indirectement bénéficier à la compagnie et de se servir, de développer et de transporter lesdites licences pour le bénéfice de la compagnie ;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque, ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce ou genre d'affaires que la

**" L'Association Commerciale du Nord,
Ltée "**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of July, 1920, incorporating : Emery Brisebois, tanner, Michel Longpré, Olivier Boyer, Jules Cloutier, Hervé Lafleur, Aldéric Coursol, farmers, all of Mont-Laurier, district of Montcalm, for the following purposes :

To acquire, establish and exploit one or several stores as merchants or general merchants with the purpose of promoting the company's interest in said business ;

To do and carry on the tanning business and any other relating to it directly or indirectly ;

To acquire, possess, establish, exploit one or several tanneries, forge saddlery, shoemaker's trade and manufactures of boots and shoes and any other business or industry relating thereto ;

To carry on the above business in the wholesale or retail, as agents, importers, exporters and to do anything whatsoever in connection with the purposes of the company ;

To acquire and assume the whole or any part of the good will, business, property or liabilities of any person, society or company carrying on a business which the company is authorized to carry on, and to pay for the same in money, shares, bonds, debentures, and with other securities of the present company or otherwise ;

To buy, lease, take in exchange or otherwise acquire any real or personal property, rights or privileges which the company may believe necessary or appropriate for the purpose of its business or its industry and particularly lands, buildings, conveniences, machinery equipment and stock in trade ;

To acquire any patents, licenses, concessions conferring any limited, exclusive or non exclusive right to use any secret, information or invention which may be utilized for any of the purposes of the company or the acquisition of which may directly or indirectly benefit the company and to use, develop and transfer the said licenses for the benefit of the company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company, carrying on, or about to carry on, any business or transaction which this company is authorized

compagnie est autorisée d'exercer ou aucun commerce ou aucun genre d'affaires susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation ; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie et souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle corporation, et les vendre, détenir, les réémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

Conclure avec aucun gouvernement, aucune autorité municipale, locale ou autres, aucun arrangement qui paraîtra approprié aux objets de la compagnie ou d'aucun d'iceux, et obtenir de ces gouvernements ou autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi d'exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits et privilèges et concessions ;

Prendre ou autrement acquérir des parts dans aucune autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de la compagnie et exerçant un commerce ou une industrie qui puissent bénéficier directement ou indirectement à la compagnie ;

Construire, améliorer, maintenir, gérer ou contrôler tous chemins, voies, voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines, magasins et autres ouvrages qui sont propres directement ou indirectement, à promouvoir l'intérêt de la compagnie et contribuer par tous autres moyens d'assistance à la construction, à l'amélioration et au maintien des choses ci-dessus ;

Prêter ou payer de l'argent à toutes personnes qui sont en relations d'affaires avec la compagnie, garantir l'exécution de contrats par aucune desdites personnes ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et transférables ;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie pour quelque considération que la compagnie jugera profitable et en particulier des parts, débentures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie propres à ceux de la compagnie ;

Acquérir par contrat, transport, achat et obtenir toute charte, licences, pouvoirs, autorités, franchises, concessions, droits et privilèges qu'aucun gouvernement, autorité ou corporation ou tout autre corps politique peut donner et payer, aider et contribuer à l'obtention de ce que dit ci-dessus moyennant des parts de la compagnie, des obligations et des effets quelconques de la compagnie pour défrayer les dépenses nécessaires à l'obtention desdits objets ;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie en tous pays étrangers et désigner des personnes suivant les lois de tels pays étrangers, pour représenter la compagnie et pour recevoir signification pour et en faveur de la compagnie de toutes procédures ou actions ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement aucune compagnie ou personne et garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie ou personne avec qui la compagnie aura des relations d'affaires ;

Annoncer les produits de la compagnie en particulier dans les journaux, par circulaires, par achats et exhibitions d'ouvrages d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et de périodiques et en accordant des prix, récompenses et donations ;

Vendre, améliorer, développer, faire valoir ou

to carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To enter into any arrangement with any government, municipal, local or other authority which may seem appropriate for the purposes of the company or for any of them and to obtain from such governments or authorities all rights, privileges and concessions which the company may deem fit to obtain and also to carry out, exercise and act in conformity with any of such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To take, or otherwise acquire shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business or industry directly or indirectly to benefit this company ;

To build, improve, maintain, manage or control any roads, ways, sidings, bridges, reservoirs, streams, wharves, manufactures, warehouses, factories, stores and other works which are capable directly or indirectly of promoting the interest of the company and to contribute by any other means to the building, the improving and the upkeep of the aforesaid objects ;

To lend money to such persons having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell, or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To acquire by contract, transfer, purchase and obtain any charter, license, powers, authorities, franchises, concessions, rights and privileges which any government, authority or corporation or any other body politic may give, and pay for, help and contribute to obtain the same with shares of the company, bonds, and any goods whatever of the company to defray the necessary expenses incurred to obtain the said objects ;

To have the company registered and recognized in all foreign countries and in accordance with the laws of the said foreign countries to appoint persons, to represent the company and for the purpose of receiving services for and in favor of the company in any suit or proceeding ;

To raise and help to raise moneys by means of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any company or person and to guarantee the carrying out of contracts by any such company or person with whom the company has business relations ;

To advertise the wares of the company particularly in newspapers, by circular letters, by the purchase and exhibition of works of art or interest, by the publication of books and magazines and by giving prizes, rewards and gifts ;

To sell, improve, develop, give value to or

autrement disposer de la propriété ou d'aucune partie de la propriété foncière ou personnelle et des droits de la compagnie ;

Faire toutes les choses ci-dessus comme principaux, agents, contracteurs ou autrement, soit seul, soit avec d'autres, sous le nom de "L'Association Commerciale du Nord, Ltée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00) divisé en mille neuf cent soixante (1960) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Mont-Laurier, dans le district de Montcalm.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de juillet, 1920.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2879 ALEXANDRE DESMEULES.

otherwise dispose of the property or any part of the real or personal property or rights of the company ;

To do all the aforesaid objects as principals, agents, contractors or otherwise either alone or with others under the name of "L'Association Commerciale du Nord, Ltée" with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into one thousand nine hundred and sixty (1960) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be at Mont Laurier in the district of Montcalm ;

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of July, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
2880 Acting Assistant Provincial Secretary.

" Sleeper & Akhurst, Ltd "

Avis est donné qu'en vertu de la partie I de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Edward A. Akhurst, industriel, William Shurtleff, avocat, de la ville de Coaticook, Lars Victor Larson, surintendant, du village de Lennoxville, aux fins suivantes :

Exercer l'industrie qui consiste à être machinistes, manufacturiers de machines agricoles, à usines et autres ;

Acheter ou autrement acquérir et assumer, à titre d'affaire en exploitation, l'outillage, l'assortiment, les matériaux, l'achalandage et l'actif en général dudit Edward A. Akhurst (en excluant son commerce de garage), aussi émettre et loir des actions entièrement libérées de la présente compagnie en faveur dudit Edward A. Akhurst, en paiement, assumer le passif et les obligations dudit Edward A. Akhurst et qui se rattachent à son industrie ;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercée, directement ou indirectement, en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables et, à cette fin, acquérir par achat, échange, louage ou autrement, aucune industrie de même nature, y compris l'outillage, l'assortiment, l'achalandage, les franchises et l'actif d'une manière générale et les payer en argent ou en actions entièrement libérées de la compagnie ;

Emettre et distribuer des actions entièrement libérées, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement des dettes ou obligations de la compagnie ou des services rendus ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Sleeper & Akhurst, Ltd", avec un fonds social de quatre vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La partie du fonds social à être émise en actions privilégiées est de cinquante mille piastres divisées en cinq cents actions de cent piastres chacune. Le capital privilégié aura droit à un dividende fixe non cumulatif de sept pour cent l'an, à sa valeur au pair, pour être par les administrateurs annuellement déclaré.

Le surplus des bénéfices nets sera distribué en dividendes aux détenteurs du capital ordinaire.

" Sleeper & Akhurst, Ltd "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of July, 1920, incorporating : Edward A. Akhurst, manufacturer, William Shurtleff, advocate, of the town of Coaticook, Lars Victor Larson, superintendent, of the village of Lennoxville, for the following purposes :

To carry on the business of machinists and manufacturers of agricultural mill and other machinery ;

To purchase or otherwise acquire and take over as a going concern the business, plant, stock, materials, good will and assets generally of the said Edward A. Akhurst (not including his garage business) and issue and allot fully paid up shares of this company to the said Edward A. Akhurst, in payment thereof, and to assume the liabilities and obligations of the said Edward A. Akhurst in connection with his business ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on, directly or indirectly, in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights and, to that end, to acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any such business of a similar kind, including plant, stock, good will, franchises and assets generally and pay for the same in cash, or fully paid up shares of the company ;

To issue and allot fully paid up shares, bonds or other securities of the company in payment of debts or liabilities of the company or services rendered it ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Sleeper & Akhurst, Ltd", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each. The preferred stock shall be entitled to a fixed non-cumulative preferential dividend at the rate of seven per cent per annum on the par value thereof to be declared annually by the directors.

The balance of the net profits shall be distributed as dividends among the holders of the common stock.

Les détenteurs des capital privilégié et ordinaire auront sur les affaires corporatives des droits égaux de vote et de contrôle.

Le siège social de la compagnie sera dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2885 C.-J. SIMARD.

The holders of the preferred and common stock shall have equal voting powers and control over the affairs of the company;

The head office of the company will be at the town of Coaticook, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of July, 1920.

C. J. SIMARD,
2886 Assistant Provincial Secretary.

" Theta Delta Chi, McGill, Ltd "

Avis est donné qu'en vertu de la partie I de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Edgar R. Parkins, Walter Alfred Merrill et John Kerry, avocats, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires, dans la cité de Montréal, comme tenanciers d'un local de résidence et d'amusement pour les étudiants de l'Université McGill ;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou un intérêt en iceux, avec aucunes bâtisses ou structures qui peuvent se trouver sur lesdits terrains, aussi vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains, de toutes ou d'aucune des bâtisses qui y sont ou y seront construites à l'avenir, prendre pour cela les garanties jugées nécessaires ;

Prendre ou détenir des hypothèques en garantie d'aucune balance non payée du prix d'achat d'aucun des terrains, bâtiments ou édifices ainsi vendus, aussi vendre ou autrement aliéner ces hypothèques ;

Construire, entreprendre et bâtir aucunes maisons, bâtisses ou structures nécessaires ou avantageuses aux fins de la compagnie ; et aux fins précitées trafiquer des matériaux de construction ;

Garantir et autrement aider à l'exécution de contrats et hypothèques de personnes, sociétés ou corporations avec lesquelles la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, et, sur défaut, assumer et prendre charge de ces hypothèques et obligations ; pourvu que, toutefois, sauf la jouissance et la détention d'hypothèques tel que susdit, rien de ce contiennent les présentes ne soit interprété comme autorisant la compagnie à faire des prêts soit pour fins de construction ou non sur des terrains qui n'appartiennent pas à la compagnie ou sur des terrains, jadis propriétés de la compagnie, qui en vertu d'aucun acte, transfert ou mutation, sont devenus la propriété d'une autre ;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie éprouve propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ;

" Theta Delta Chi, McGill, Ltd "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of July, 1920, incorporating : Edgar R. Parkins, Walter Alfred Merrill and John Kerry, advocates, all from the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business in the city of Montreal, as keepers of a house of residence and amusement for students of McGill University ;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein together with any buildings or structures that may be on the said lands, and to sell, lease or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefore as may be deemed necessary ;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money or any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell or otherwise dispose of such mortgages ;

To construct, contract for, and build any houses, buildings, or works necessary or convenient for the purposes of the company ; and for the purposes aforesaid to deal in building material ;

To improve, alter, and manage the said lands and buildings ;

To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts and mortgages of persons, firms or corporations with whom the company may have dealings and to assume and take over such mortgages and contracts on default ; provided, however, that except as to the taking and holding mortgages as aforesaid, nothing herein contained shall be deemed to empower the company to make loans whether for building purposes or not upon lands not the property of the company or upon the lands which thought once the property of the company have by any deed, conveyance, or transfer become the property of another ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may see fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Theta Delta Chi McGill, Ltd.", avec un fonds social de vingt mille piastres, (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2887 C.-J. SIMARD.

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Theta Delta Chi, McGill, Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of July, 1920.

C. J. SIMARD,
2888 Assistant Provincial Secretary.

"Canada Produce Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la partie I de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Walter H. Lamer, marchand, Dame Lena Blackenship, épouse séparée de biens de Walter H. Lamer, susnommé, par son dit époux aux présentes autorisée, résidant dans la cité d'Outremont, Napoléon Caplette, marchand, Dame Juliette St-Laurent, épouse séparée de biens dudit Napoléon Caplette, par ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, et Delphis Caplette, marchands de chaussures, de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Faire commerce comme importateurs, exportateurs, commerçants en gros et au détail de volailles, œufs, beurre, fromage, pois, fèves, sirops, sucre, melasses, conserves, poisson, bétail, viande et généralement de toutes les espèces quelconques de vivres et comestibles ;

Assumer et acquérir, en titre de firme en exploitation, le commerce actuellement exercé, dans la cité de Montréal, sous le nom de "Canada Product Company", et le payer en argent ou en actions entièrement libérées de la présente compagnie ;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, d'aucune personne, société ou compagnie la totalité ou aucune partie de la propriété et de l'actif d'aucun commerce ou négoce en tout ou en partie semblable au commerce de la corporation, avec ou sans les terrains et bâtiment, servant ou destinés à son exploitation, aussi son outillage, son aménagement ainsi que toutes autres valeurs d'une manière générale, aussi les payer en argent, en obligations ou en actions libérées de la compagnie ;

Acquérir par achat ou autrement, détenir et louer aucune propriétés immobilières estimées nécessaires ou utiles à l'objet de la compagnie, et payer cette acquisition ou possession en argent, en obligations ou en actions libérées de la compagnie ;

Construire, entretenir et exploiter, sur aucuns terrains obtenus ou acquis par la compagnie des magasins et autres bâtiments qui pourront être considérés nécessaires ou utiles aux objets de la compagnie ;

Vendre, échanger, louer, aliéner ou autrement disposer de toutes ses propriétés mobilières et immobilières ou d'aucune d'icelles, emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, émettre des obligations, débentures ou autres valeurs, aussi grever, hypothéquer ou engager la propriété foncière ou personnelle de la compagnie, ou les deux, garantir aucunes telles obligations, débentures ou valeurs et sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie ;

Acquérir, détenir, vendre et céder des actions,

"Canada Produce Company, Limited".

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of July, 1920, incorporating : Walter-H. Lamer, merchant ; Dame Lena Blankenship, wife separate as to property of Walter H. Lamer, above named, by her said husband hereto present duly authorized to the effect hereof, residing at the city of Outremont ; Napoléon Caplette, merchant ; Dame Juliette St-Laurent, wife separate as to property, of the said Napoléon Caplette, from the latter duly authorized to the effects hereof, and Delphis Caplette, shoe-merchant from the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of importers and exporters of, wholesale and retail dealers in poultry, eggs, butter, cheese, peas, beans, syrups, sugar, melasses, canned goods, fish, live stock, meat and generally, in all kinds of provisions or eatable goods whatever ;

To take over and acquire as a going concern the business actually carried on at the city of Montreal, under the name of "Canada Produce Company", and to pay for same in cash or in fully paid up shares of this company ;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company, the totality or portion of the property and the assets of any trade and business in whole or in part similar to the business of the company, with or without the lands and the buildings used in or destined to its exploitation and its equipment, furnishing and all its other assets generally, and to pay for the same, in cash or in bonds or in paid up shares of the company ;

To acquire by purchase or otherwise, hold and lease any immoveable properties which may be deemed necessary or useful for the objects of the company, and to pay for such acquisition or holding in cash, or in bonds or in paid up shares of the company ;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, stores and other buildings which may be deemed necessary or useful for the objects of the company ;

To sell, exchange, lease, dispose of or otherwise deal with all or any of its moveable and immoveable properties, to borrow money upon the credit of the company, to issue bonds, debentures or other securities and to mortgage, hypothecate or pledge, the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures or securities and any moneys borrowed for the purpose of the company ;

To acquire, hold, sell and assign shares, debentures

déventures ou autres titres dans aucune compagnie ou corporation ;

Et généralement faire et accomplir tous autres actes et choses qui peuvent être appropriées ou paraître avantageuses à la réalisation d'aucun des objets précités, sous le nom de "Canada Produce Company, Limited", avec un fonds social global de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en quinze cents (1500) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2913 C.-J. SIMARD.

"Parfumerie Albert Bellefontaine, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Joseph Malinoff, interprète, Pierre Arbour, avocat, Fernande Pigeon, Angéline Bourbonnière et Jeanne Marsan, toutes trois sténographes, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre, ou échanger tous produits se rapportant à la parfumerie ou à la toilette ;

Fabriquer, importer ou exporter toutes matières premières se rapportant à la parfumerie ou aux articles de toilette ;

Acquérir des intérêts dans des compagnies similaires ou de particuliers faisant un commerce similaire et plus particulièrement le commerce de parfumerie et l'achalandage de Albert Bellefontaine de Montréal ;

Avoir le droit d'émettre des déventures, bons et hypothèques sur les bines de la compagnie, payer au moyen de parts acquittées toutes acquisitions mobilières ou immobilières, tous services rendus à la compagnie ou éteindre toutes obligations de la compagnie en donnant en paiement des parts acquittées ;

Avoir le pouvoir et les obligations accordés par la loi et les statuts aux compagnies à fonds social ;

Faire tout ce qui est dans l'intérêt général de la compagnie, tant en principal qu'en accessoires ; sous le nom de "Parfumerie Albert Bellefontaine, Inc.", avec un capital total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, dont neuf cent quatre-vingt-dix (990) en parts préférentielles et mille (1000) en parts communes ;

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2905 C.-J. SIMARD.

"Islesmore Golf and Country Club, Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la partie I de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Frank Callaghan, François-Xavier-Antoine Biron, avocats, Joseph Edward Duckett, étudiant, Lillian Ryan, sténographe et

tures or other securities of any company or corporation ;

And generally to do and perform all other acts and things which may be conducive or seemed advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Canada Produce Company Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Date at the office of the provincial secretary, this twenty seventh day of July, 1920.

C.-J. SIMARD,
2914 Assistant Provincial Secretary.

"Parfumerie Albert Bellefontaine, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of July, 1920, incorporating : Joseph Malinoff, interpreter, Pierre Arbour, advocate, Fernande Pigeon, Angelina Bourbonnière and Jeanne Marsan, all three stenographers, of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell or exchange any products relating to perfumery or toilet goods ;

To manufacture, import or export any raw materials in connection with the trade of perfumers or toilet goods ;

To acquire an interest in similar companies or from persons carrying on a similar business and more particularly the perfumery and good will of Albert Bellefontaine of Montreal ;

To have the right to issue debentures, bonds and mortgages on the property of the company, to pay with fully paid up shares for all purchases of moveable or immoveable property, for services rendered to the company and to pay the debts of the company by giving in payment thereof fully paid up shares ;

To have the rights and obligations granted by-law and by statute to joint stock companies ;

To do everything that is in the general interest of the company principally and accessorially under the name of "Parfumerie Albert Bellefontaine, Inc.", with a total capital stock of one hundred and ninety thousand dollars (\$190,000.00), divided into one thousand nine hundred and ninety (1990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, of which nine hundred and ninety (990) are preferred shares and one thousand (1000) common shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of July, 1920.

C.-J. SIMARD,
2906 Assistant Provincial Secretary.

"Islesmore Golf and Country Club, Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of July, 1920, incorporating : Frank Callaghan, François-Xavier-Antoine Biron, advocates, Joseph Edward Duckett, student, Lillian Ryan, stenographer and Regina Bessette, clerk,

Régina Bessette, commis, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Fonder, tenir, organiser et gérer un club pour le bénéfice et l'avantage des membres de la compagnie ; organiser et donner divers amusements ; construire, louer et meubler un local muni de tous comforts, à l'usage des clubistes ; accorder à tous les sociétaires de la compagnie, ainsi qu'à leurs amis tous les privilèges, les avantages et le confort d'un club ; meubler cette maison de club, en surveiller l'exploitation et l'administration, et en permettre l'usage aux membres du club, aux actionnaires de la compagnie et à leurs amis, à titre gratuit ou aux conditions à être déterminées ;

Administrer toutes les affaires dudit club et généralement faire toutes choses estimées être dans l'intérêt du club ;

Fonder et entretenir des jeux de golf, de tennis, et autres qu'approuveront les administrateurs de la compagnie et du club ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, aux fins et à l'avantage de ce club, des meubles et immeubles, et spécialement des fermes et terrains y construire des bâtisses, les aménager de meubles, livres, instruments de musique, jeux et de toutes autres commodités ;

Emettre des actions libérées et non sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucuns meubles ou immeubles, des droits ou autres biens acquis par la compagnie sur titre ou avec l'assentiment des contribuables, en paiement des services rendus ou à être rendus à la compagnie, d'aucune manière quelconque ;

S'amalgamer avec aucune compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie aucun de ses biens, et particulièrement aucunes actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'autres corporations, appartenant à la présente compagnie et dont elle peut disposer ;

Faire tous les actes que le conseil d'administration croira nécessaires à la réalisation, ou approuvés à la réalisation des objets précités ;

Acquérir, posséder, gérer lesdits immeubles, les vendre et échanger, construire toute sorte de bâtisses pour cercles d'amusement et fins sportives ;

Prendre, louer et exploiter, pour d'autres personnes ou compagnies, des immeubles pour fins sportives et d'amusement, et en tirer des revenus ;

Donner à bail et confier l'exploitation de ses propres immeubles à d'autres personnes ou compagnies, pour les mêmes fins et moyennant paiement ;

Emettre du capital privilégié et ordinaire, si le conseil d'administration le juge à propos ;

Accepter comme membre du club aucune personne qui n'est pas actionnaire, accorder à ces personnes tous les privilèges que la compagnie croira convenable d'accorder, aux termes et conditions qu'imposera le conseil d'administration ; expulser, après remboursement du prix d'achat, aucun actionnaire ou sociétaire de la compagnie coupable de conduite inconvenante ; édicter des règlements relatifs à la bonne administration de la compagnie et conduite de ses membres, pour ces règlements comporter obligation légale chez tous actionnaires, après avoir été régulièrement approuvés par une majorité des contribuables de la compagnie ;

all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To establish, maintain, organize and manage a club for the benefit and advantages of the members of the company ; to promote and procure various amusements ; to construct, lease and furnish a club house provided with all the commodities for the use of club members ; to grant to all members of the company and their friends all the privileges, advantages and accommodation of a club ; to furnish such club house, supervise the working and management of same and to permit the use thereof to the members of the club ; to the shareholders of the company and their friends either gratuitously or upon such conditions as may be determined ;

To manage all and any of the affairs of said club and generally to do all things deemed to be in the interest of the club ;

To establish and maintain one or several golf links, tennis lawns or other games which the board of directors of the company and club may think fit ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, for the purposes and benefit of such club moveables and immoveables and especially all farms, lands and erect buildings thereon, furnish same with furniture, books, musical instruments, games and all other accommodations ;

To issue paid up and non assessable shares, bonds and other securities of the company in payment or part payment of any moveables or immoveables, rights or other property acquired by the company under the title or with the approval of the shareholders, as the remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever ;

To amalgamate with any company having objects altogether or partly similar to those of this company ;

To distribute among the shareholders of the company any of the company's property and in particular any shares, bonds or debentures or other securities of other companies belonging to this company and which it is empowered to dispose of ;

To do all acts which may be considered by the board of directors necessary for the attainment of or conducive to the attainment of the above objects ;

To acquire, own, manage the said immoveables, sell and exchange same ; to erect all kinds of buildings for amusement clubs and sporting purposes ;

To take on, lease and exploit for other persons or companies, immoveables for sporting and amusement purposes and to derive revenues therefrom ;

To give on lease and confide the exploration of its own immoveables to other persons or companies for the same purposes and for a consideration ;

To issue if thought fit by the board of directors preferred and common stock ;

To accept any person not being a shareholder of the company as a club member and to accord to such persons all the privileges which the company may think fit to grant under such terms and conditions as the Board of Directors may impose ; to expel after reimbursement of the purchase price, any shareholder or member of the company guilty of improper conduct ; to pass by-laws for the proper administration of the company and for the proper conduct of the members thereof, such by-laws after due approval by a majority of the shareholders of the company, to have the force of law to bind all shareholders ;

Déterminer les conditions du transfert des actions des membres du club, et spécialement réserver à la compagnie, par son conseil d'administration, le droit d'accepter ou de refuser ces transferts, afin de contrôler le status des actionnaires ;

Imposer aux actionnaires un honoraire annuel pour la bonne gestion des entreprises de la compagnie, fixer le quantum de cette contribution, la percevoir par moyens légaux aux dates et pour les montants à être déterminés par le conseil d'administration ou par les règlements de la compagnie ;

Faire tous actes quelconques jugés nécessaires ou appropriés à l'objet du commerce de la compagnie ;

Vendre ou autrement disposer d'aucune partie des immeubles ou de la propriété de la compagnie pour les prix, termes et conditions que la compagnie croira convenables, accepter en paiement du prix d'achat, des actions, obligations, débetures, parts ou valeurs d'aucune autre compagnie en paiement intégral ou partiel ;

Acquérir, acheter, posséder, vendre, céder et aliéner des actions, parts, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé à l'avantage direct ou indirect de la présente compagnie ;

Prendre et détenir des hypothèques, mortgages, liens et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie, d'aucune somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, d'aucunes avances consenties par la compagnie aux acheteurs, pour fins de constructions ou d'autres améliorations ;

Exercer un commerce d'immeubles, sous toutes formes, acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des immeubles, vendre, louer, échanger ou autrement trafiquer et disposer de la propriété immobilière ou d'aucune partie d'icelle, aussi développer, améliorer et diviser aucune telle propriété en lots à bâtir, en rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Construire des logements et d'autres structures sur ces biens-fonds ou sur aucune partie d'iceux ;

Faire, avec aucunes autorités fédérales, provinciales, municipales, locales ou autres, aucune convention qui semblera appropriée aux objets et fins de la compagnie, obtenir aussi d'aucune telle autorité aucuns permis, droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et d'exercer, sous le nom de "Islesmore Golf and Country Club, Incorporated", avec un fonds social de cent quatre-vingt-dix mille piastres (\$190,000.00), divisé en trois cent quatre-vingt (380) parts de cinq cents piastres (\$500.00), chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de juillet 1920.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2893 ALEXANDRE DESMEULES.

" St. Lamberts Housing Co., Limited "

Avis est donné qu'en vertu de la partie 1 de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Segfried Hinson

To fix conditions for the transfer of the shares of the members of the club and especially to reserve to the company through the board of directors the right to accept or refuse such transfers and with a view of controlling the status of the shareholders ;

To impose upon the shareholders an annual fee for the due carrying out of the undertakings of the company, to fix the amount of such fee and to collect same by legal process in such dates and in such amounts as may be fixed by the board of directors or by the by-laws of the company ;

To do any and all acts whatever deemed necessary or suitable for the purpose of the company's business ;

To accept subscriptions for shares of capital stock of the company payable in instalments ;

To sell or otherwise dispose of any part of the immoveables or property of the company for such considerations and on such terms and conditions as the company may think fit and to accept in payment of the purchase price thereof, cash, shares, bonds, debentures, stocks or securities of any other company in full or part payment thereof ;

To acquire, buy, own, sell, assign and dispose of shares, stocks, debentures or securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of this company or carrying on any business capable of being carried on, directly or indirectly, for the benefit of this company ;

To take and hold hypothecs, mortgages, liens and charges to secure payments of purchase price of any property sold by the company or of any money to the company by the purchasers or of any advances made by the company to the purchasers or for building purposes or other improvements ;

To carry on a real estate business in all branches thereof and acquire by purchase, lease or otherwise and to own immoveables, sell, lease or exchange or otherwise deal in and dispose of immovable property or any part thereof and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To erect dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof ;

To enter into any agreement with all and any authorities, federal, provincial, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects and purposes and to obtain from any such authority any permits, rights, privileges and concessions which the company, may think it desirable to obtain and exercise, under the name of "Islesmore Golf and Country Club, Incorporated", with a total capital stock of one hundred and ninety thousand dollars (\$190,000.00), divided into three hundred and eighty (380) shares of five hundred dollars (\$500.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of July, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
2894 Acting Assistant Provincial Secretary.

" St. Lamberts Housing Co., Limited "

Notice is hereby given that under the Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of July, 1920, incorporating: Segfried Hinson Read Bush, Maurice Dugas, Benjamin

Read Bush, Maurice Dugas, Benjamin Robinson, avocats, Duncan Alexander McNeice, comptable, Alec Phelps Grigg, étudiant-en-droit, de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Acheter, louer ou autrement acquérir, soit pour placement soit pour revente, comme propriétaire incommutable, créancier hypothécaire ou en une autre qualité, et trafiquer de terrains, maisons et autres propriétés d'aucune tenure quelconque ainsi que d'aucun intérêt en iceux, constituer, vendre et négocier des rentes foncières en franc-alleu ou à bail, et généralement faire commerce, trafiquer, par vente, louage, échange ou autrement, de terrains, maisons ainsi que de toute autre propriété foncière ou personnelle ;

Développer et faire valoir aucun acquis par la compagnie ou dans lequel elle a des intérêts, spécialement en les disposant et préparant pour fins de construction ou autres, en bâtissant, altérant, démolissant, décorant, entretenant, meublant, aménageant, améliorant des bâtiments, en les plâchant, pavant, drainant, fertilisant, cultivant, louant à bail commercial ou convention mercantile, en avançant des deniers à, faisant des contrats et agréments de toutes espèces avec les constructeurs, entrepreneurs, locataires ou autres ;

Exercer tous autres commerces de constructeurs et entrepreneurs, agents d'immeubles, marchands de pierre, chaux, briques, bois, ferronneries et autres matériaux de construction ;

Faire et conclure des arrangements ou conventions pour paver, macadamiser, réparer, niveler, nettoyer ou arroser les rues ou routes, pour construire, ouvrir, réparer et entretenir des conduits, citernes, drains, égouts, réservoirs, et aqueducs ;

Exercer un commerce général d'immeubles, de courtage, y compris l'entreprise d'enquêtes, estimations, ventes, échanges, baux, subdivisions et choses semblables ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la présente corporation ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, souscrire les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune compagnie exerçant ou sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ; aussi les vendre, détenir, rémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

Mettre et lotir des actions entièrement libérées de la compagnie en paiement ou paiement partiel d'aucun commerce, des franchises, de l'entreprise, de la propriété, du droit, pouvoir, privilège ; bail, de la licence ou du contrat que la compagnie est autorisée à acquérir ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété et de l'entreprise corporatives ou d'aucune partie d'icelles pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou titres d'aucune autre compagnie ;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucun gouvernement, ou pouvoir municipal ou local, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou

Robinson, advocates, Duncan Alexander McNeice, accountant, Alec Phelps Grigg, student-at-law of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To purchase, lease or otherwise acquire either for investment or resale, and to hold, either absolutely as owner or as mortgage or otherwise, and to traffic in land, houses and other property of whatsoever and ever tenure and any interest therein, and to create sell and deal in freehold and leasehold ground rents, and generally to deal in, traffic by way of sale, lease, exchange, or otherwise with land and house property and any other property whether real or personal ;

To develop and turn to account any land acquired by or in which the company is interested and in particular by laying out and preparing the same for building purposes or otherwise, and by constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, furnishing, fitting up, and improving, buildings and by planking, paving, draining, farming, cultivating, letting on business lease or business agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, contractors, tenants or others ;

To carry on all or any of the businesses of builders and contractors, house agents, dealers in stone and lime, bricks, timber, hardware and other building requisites ;

To make and to enter into any agreements or covenant for paving, macadamizing, repairing, grading, cleaning, or watering streets or highways and for the construction, opening, repairing and maintaining of conduits, cisterns, drains, sewers, tanks, and water supply ;

To carry on a general real estate, agency business including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like ;

To acquire by purchase, lease or otherwise or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or to take the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in the business which this company is authorized to carry on ; and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with the same ;

To issue and allot fully paid shares of the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, right, power, privileges, lease, license or contract which the company is authorized to acquire ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may see fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to guarantee the contracts of

indirectement à la présente corporation ; garantir les contrats avec ou sans cautionnement, prêter de l'argent ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, ou aucune personne ou compagnie entreprenant de bâtir ou d'améliorer aucune propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et généralement à ces personnes ou compagnies, aux termes et conditions que la compagnie croira convenable, et particulièrement aux locataires, constructeurs et entrepreneurs ;

Garantir le paiement d'argent garanti ou payable par ou en vertu d'obligations ; les actions ou l'entreprise dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation ;

Conclure, avec aucun gouvernement ou pouvoir fédéral, provincial, municipal, local ou autre aucun arrangement qui paraîtra appropriée les objets de la compagnie ou aucun d'iceux ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer sur les valeurs qui seront de temps à autre déterminées ;

Distribuer aucune propriété de la compagnie en espèces à ses actionnaires ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou procureurs ;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à l'accomplissement des objets précités ;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité par référence à aucun autre paragraphe ou déduction d'icelui, sous le nom de "Saint Lamberts Housing Co., Limited", avec un fonds social total de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

2895

C.-J. SIMARD.

either with or without security, and to lend money to, or otherwise assist, any such person or company, or any person or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested and generally to such persons or companies and upon such terms and conditions as the company may think fit and in particular to tenants, builders and contractors ;

To guarantee the payment of money secured by or payable under or in respect of bonds ; shares or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To enter into any arrangement with any government or authority, federal, provincial, municipal, or local, or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any them ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined ;

To distribute any of the property of the company in specie among the shareholders ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or attorneys ;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited by reference to or inference from any paragraph, under the name of "Saint Lamberts Housing Co., Limited", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of July, 1920.

C. J. SIMARD,

2896

Assistant Provincial Secretary.

"The Standard Pulp and Paper Company, Limited".

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920 il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juillet 1920, constituant en corporation : John Ball, industriel, New-York, N. Y., William Stephen Bullock, industriel, Roxton Pond, Qué., Wilfred Herbert Bullock, industriel, Québec, aux fins suivantes :

Faire affaires comme manufacturiers, importateurs, exportateurs et marchands de sulphite, sulphate, pulpe, papier, bois, de leurs composés et dérivés, et d'une manière générale d'aucune marchandise ayant aucune relation quelconque avec l'exploitation, la fabrication ou la vente des produits ou sous-produits susmentionnés ;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer, permettre l'usage, au moyen d'un droit régalién ou autrement acquérir, détenir, utiliser, posséder, exploiter, introduire et vendre, céder ou autrement aliéner des marques et noms de commerce, brevets d'invention, améliorations et procédés, enregistrés ou autres, aussi employer, exercer, développer, permettre l'usage ou autrement faire valoir ces marques, noms de commerce, inventions, licences, procédés ainsi qu'aucuns autres biens ou droits ;

Exercer aucun commerce manufacturier ou autre, se rapportant aux objets pour lesquels la

"The Standard Pulp and Paper Company, Limited".

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of July, 1920, incorporating : John Ball, manufacturer, New York city, N. Y. ; William Stephen Bullock, manufacturer, Roxton Pond, Que. ; Wilfrid Herbert Bullock, manufacturer, Québec, for the following purposes ;

To carry on the business of manufacturers, importers, exporters and merchants of sulphite, sulphate, pulp and paper and lumber and their composites and derivatives, and generally of any merchandise having any relation whatever with the exploitation, manufacture or sale of the above mentioned products or by-products ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or permit the use of by way of, a royalty or otherwise, acquire, hold, utilize, own, exploit, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any trademarks, trade names, patents of invention, improvements and processes, registered or otherwise, and employ, exercise, develop, permit the use of or otherwise turn to account such trade marks, trade names and inventions, licenses, processes and any such other property or rights ;

To carry on any business related to the purposes for which the company is formed, manu-

compagnie est constituée, qui peut être avantageusement utilisé pour les objets de la corporation ;

Acquérir d'aucune société, personne, compagnie ou corporation aucune industrie semblable à celle que la compagnie est autorisée à exercer, et à cette fin acquérir l'achalandage, les droits, la propriété et l'actif d'aucune telle personne, société, compagnie ou corporation, aussi les payer en tout ou en partie en argent, en actions, obligations ou avec d'autres valeurs de la compagnie, ou d'aucune autre manière, acquérir de cette manière aucunes dettes ou obligations d'aucune personne, société, compagnie ou corporation dont l'industrie peut être acquise, tel que susdit ;

Acheter, posséder, détenir, louer ou autrement acquérir les terres, concessions boisées, bâtisses, usines, l'outillage, la propriété mobilière et immobilière que la compagnie estimera nécessaires ou utiles à ses opérations ;

Construire, entretenir, acquérir par vente, exploiter et utiliser des digues, quais, drains, rivières et d'autres droits hydrauliques nécessaires aux objets de la compagnie ;

Employer les obligations, débetures, deniers et actions de la compagnie, émettre aussi des actions libérées de la compagnie en paiement partiel du prix d'achat d'aucune propriété mobilière ou immobilière acquise par la compagnie ou nécessaire à ses affaires, ou en paiement des services rendus ou d'ouvrage fait pour la corporation, ou pour l'achat d'obligations, actions, biens ou valeurs d'une ou plusieurs autres compagnies dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation et qui exercent leur commerce au Canada ou ailleurs ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de tous les biens ou droits de la compagnie ou d'aucun d'iceux ;

Faire toutes les choses propres à contribuer à la réalisation des objets ci-haut ;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, sous le nom de "The Standard Pulp and Paper Company, Limited", avec un fonds social global de douze millions de piastres (\$12,000,000.00), divisé en cent vingt mille, (120,000) actions de cent piastres (100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

2931

C.-J. SIMARD.

facturing or otherwise, that may be advantageously utilized for the objects of the company ;

To acquire from any firm, person, company or corporation any similar industry to that which the company is authorized to carry on and for such purpose acquire the goodwill, rights, property and assets of any such persons, firm, company or corporation and pay for same in whole or in any part with cash, shares, bonds or other securities of the company, or in any other manner, and acquire in such manner any debts or liabilities of any person, firm, company or corporation whose industry it may acquire as hereabove mentioned ;

To purchase, own, hold, lease or otherwise acquire the lands, timber limits, buildings, workshops, equipment and moveable and immovable property that the company may deem necessary and useful for its operations ;

To construct, maintain, acquire by sale, exploit and operate dikes, wharves, drains, rivers and other hydraulic rights necessary for the purposes of the company ;

To apply the bonds, debentures, funds and shares of the company and issue fully paid up shares of the company either in part payment for the purchase price of any moveable or immovable property acquired by the company or necessary for its business, or in payment for services rendered and work performed for the company or for the purchase of bonds, shares, property or assets of any other company or companies having similar objects to those of this company and carrying on their business in Canada or elsewhere ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise dispose of all or any of the property and rights of the company ;

To do all things suitable for assisting in the accomplishment of the hereinabove objects ;

To amalgamate with any other company having similar objects to those of this company ; under the name of "The Standard Pulp and Paper Company Limited", with a total capital stock of twelve million dollars (\$12,000,000.00), divided into one hundred and twenty thousand (120,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of July, 1920.

C.-J. SIMARD,

2932

Assistant Provincial Secretary.

"Saint Catherine Club, Limitée."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de juillet 1920, constituant en corporation : Louis Crevier, agent ; Harry Astroff, Louis Astroff, marchands ; William Scullion, voyageur de commerce ; Edmond Dallaire, commis, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Etablir, maintenir, organiser et administrer un club pour les bénéfices et avantages des membres de la compagnie ; procurer divers amusements aux membres de la compagnie et à leurs amis ; construire, louer et meubler une maison de club, avec toutes les commodités nécessaires ; accorder à tous les membres de la compagnie et à leurs amis, tous les privilèges et avantages d'un club ; voir à l'aménagement et

"Saint Catherine Club, Limited."

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty first day of July, 1920, incorporating : Louis Crevier, agent, Harry Astroff, Louis Astroff, merchants, William Scullion, commercial traveller, Edmond Dallaire, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To establish, maintain, organize and operate a club for the benefit and advantage of the members of the company ; to procure various amusements for them and for their friends ; to build, rent and furnish a club house with all the necessary conveniences ; to give to the members of the company and to their friends all the privileges and advantages of a club, to see to the furnishing and installation of the said club ; to give

à l'installation de ce club, en permettre l'usage aux membres, aux actionnaires de la compagnie ou à leurs amis, soit gratuitement ou sous certaines conditions déterminées; administrer chacune ou toutes les affaires dudit club et faire tout ce qui, dans l'intérêt dudit club, devra être fait;

Installer et maintenir une ou plusieurs allées de quilles, salles de pool ou de billard, ou tous autres jeux que les directeurs de la compagnie pourront juger appropriés;

Acquérir par achat, par bail ou autrement, pour le bénéfice dudit club, des biens mobiliers et immobiliers, et spécialement une subdivision de lots et de terrains, et y ériger des bâtisses, les garnir de meubles, livres, instruments de musique, jeux et tous autres accessoires;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire aucunes actions du capital corporatif ou aucunes débetures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou à l'occasion de sa formation ou de son organisation, dans l'exécution ou la gestion de ses affaires, et les payer en numéraire ou en actions de la corporation, libérées entièrement;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce aucune industrie susceptible d'être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, ou à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à aucun genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle corporation, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, avantageux ou approprié à l'obtention des fins ou à l'accomplissement d'aucun des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation;

Acquérir, détenir, administrer des immeubles; les revendre ou les échanger, les hypothéquer, les aliéner, y ériger toutes sortes de constructions pouvant servir dans un but d'amusement ou de sport; louer ou exploiter pour d'autres personnes ou compagnies, des immeubles dans un but d'amusement et en retirer des revenus; donner à bail l'exploitation de ses propres immeubles à d'autres personnes ou compagnies moyennant considération pécuniaire;

Recevoir de ses actionnaires toutes contributions, annuelles ou autrement, pour l'existence du club, l'entretien de ses bâtisses, et en général pour tous les intérêts de la compagnie, établir le montant de telles contributions, et les percevoir par tous les moyens légaux, et aux dates qui pourront être fixées par les règlements de la présente compagnie;

Accepter toute personne n'étant pas actionnaire, comme membre du club, cette personne ayant droit à tous les privilèges que la compagnie jugera à propos d'accorder, suivant les conditions imposées par la compagnie;

Adopter des règlements pour l'administration et la régie interne du club, tels règlements devant

the use of it to the members, the shareholders of the company or their friends either gratuitously or under conditions to be determined; to administer each and all of the affairs of the said club and to do all that should be done in the interest of the said club;

To install and keep bowling alleys, pool and billiard rooms and any other games that the directors may deem fit;

To acquire by purchase, lease or otherwise, for the benefit of the said club, moveable and immoveable property and especially a subdivision of lots and lands to erect buildings thereon, to furnish them with furniture, books, musical instruments, games and other accessories;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered by having shares of the capital stock, debentures or other securities of the company subscribed at the time of the incorporation or organization of the company, in the execution or carrying out of its affairs and to pay for the same in cash or in fully paid up shares of the company;

To take up or otherwise acquire and hold shares of the capital stock of other corporations whose objects are wholly or partly similar to those of the company, or that carry on a business susceptible of being carried on in a manner to be directly or indirectly profitable to the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company. And to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To do everything that is necessary, convenient, advantageous or appropriate to carry out the purpose or to obtain the objects of or any of them for which the company is seeking incorporation;

To acquire, hold, administer immoveable property, to resell or exchange mortgage and dispose of same, to erect thereon any building that may be used for the purposes of amusement or sport, to lease or operate for other persons or companies immoveable property for the purpose of amusement and to derive revenue therefrom, to lease out the working of its own property to other persons or companies for a pecuniary consideration;

To receive from its shareholders any annual or other contribution for the up-keep of the club, the maintenance of its buildings and in the general interest of the company, to fix the amount of such contributions and to collect the same by all legal means and at whatever dates may be fixed by the by-laws of the present company;

To accept any person not a shareholder as a member of the club, such person being entitled to whatever privileges the company may deem fit to grant and in accordance with the conditions settled by the company;

To make by-laws for the administration and management of the club, such by-laws to be in

être mis en force après approbation donnée par la majorité des actionnaires ;

Expulser, après remboursements du prix d'achat des actions, tous actionnaires coupables d'inconduite notoire ;

Imposer des conditions relativement au transport des actions de la compagnie, et spécialement, réserver à la compagnie, au moyen du bureau des directeurs, le droit d'accepter ou refuser tel transport ;

Organiser des assemblées des actionnaires, des membres et de leurs amis, pour y faire la discussion des questions d'actualité, politiques ou sociales ;

Aménager une salle ou une cuisine afin de servir des repas aux actionnaires de la compagnie, aux membres du club ou à leurs amis ;

Entrer en pourparlers avec toutes ou chacune des autorités, fédérale, provinciale, municipale, locale ou autrement, afin de solliciter, acquérir de telle autorité tous permis, droits, licences, privilèges que la compagnie croira avantageux d'obtenir et d'exercer ;

En particulier, obtenir une licence pour les vins et la bière dans le but d'accueillir les actionnaires de la compagnie et les membres du club ; sous le nom de "Saint Catherine Club, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de juillet 1920.

Le sous-secrétaire de la province.

2929

C.-J. SIMARD.

force after being approved by the majority of shareholders ;

To expel, upon reimbursement of the purchase price of his shares, any shareholder guilty of serious misbehaviour ;

To make rules governing the transfer of the shares of the company, and especially to reserve to the company, through its board of directors the right to accept or refuse any such transfer ;

To organize meetings of shareholders, members and their friends to discuss passing events, political and social questions ;

To equip a kitchen and dining room to serve meals to the shareholders of the company, or members of the club and to their friends ;

To make any arrangements with any or all of the federal, provincial, municipal, local or other authorities to obtain from such authority any permit, right, license, privilege which the company may deem fit to exercise or obtain ;

In particular to obtain a license for the sale of wine and beer to accommodate the shareholders of the company and members of the club, under the name of Sainte-Catherine Club, Limited, with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00) divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the assistant Provincial Secretary, this twenty first day of July, 1920.

C.-J. SIMARD,

2930

Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

23-15.

Québec, 29 juin 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Howick, dans le comté de Châteauguay, les lots Nos 89 à 99, inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Martine, et de les annexer à celle de Sainte-Martine, même comté.

2909—32-2

23-15.

Quebec, 29th June, 1920.

Application is made to detach from the school municipality of Howick, in the county of Châteauguay, the lots Nos. 89 to 99, inclusively, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Martine, and to annex them to that of Sainte-Martine, same county.

2910—32-2

2624-19.

Québec, 20 juillet 1920.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, en vertu d'un arrêté ministériel en date du 8 juillet 1920, de détacher la moitié sud des lots 18, 19, 20, le quart nord-est du lot 21 et les lots 22a et 23a du seizième rang du canton de Hull, de la municipalité scolaire de Saint-Etienne-de-Chelsea, et de les annexer à la municipalité scolaire de Gatineau-Vallée, tous dans le comté de Hull, pour fins scolaires protestantes.

Ce changement prendra effet le 1er juillet 1921.

2925

2624-19.

Quebec, 20th July, 1920.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council of 8th July, 1920, to detach the south half of lots 18, 19, 20, north-east quarter of lot 21 and lots 22a and 23a of the sixteenth range of the township of Hull, of the school municipality of Saint-Etienne-de-Chelsea, and annex them to the school municipality of Valley Gatineau, all in Hull county, for Protestant school purposes.

This change will take effect 1st July, 1921.

2926

No 1260-Elec.

Nominations de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du trentième jour de juillet 1920, de nommer M. Alphonse Collard, commissaire d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-de-Natasquan, dans le comté de Saguenay.

No. 1260-Elec.

Appointments of School Commissioners.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 30th July, 1920, to appoint Mr. Alphonse Collard, school commissioner for the municipality of Notre-Dame-de-Natasquan, in the county of Saguenay.

No 1843-Elec.

M.M Adélaré Mercier et Raymond Faubert, commissaires d'écoles pour la municipalité de ville de Léry, dans le comté de Châteauguay.

No. 1843-Elec.

Messrs. Adélaré Mercier and Raymond Faubert, school commissioners for the municipality of ville de Léry, in the county of Chateauguay.

No 2000-Elec.

M.M. Louis-J. Trudeau, Armand-F. Lamarre, Romuald Bédard, Georges Laforce et Horace-D. Lamarre, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi, village, dans le comté de Napierville.

No. 2000-Elec.

Messrs. Louis-J. Trudeau, Armand-F. Lamarre, Romuald Bédard, Georges Laforce and Horace-D. Lamarre, school commissioners for the municipality of Saint-Rémi, village, in the county of Napierville.

No 899-Elec.

M. Olivier Crochetière, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Joseph-de-Blandford, dans le comté de Nicolet. 2907

No. 899-Elec.

Mr. Olivier Crochetière, school commissioner for the municipality of Saint-Joseph-de-Blandford, in the county of Nicolet. 2908

836-19.

Québec, 19 juillet 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lac-au-Saumon, comté de Matane, les lots Nos 1 à 12, inclusivement, des rangs II, III, IV, V et VI du canton de Humqui, et d'y ajouter les lots Nos 1 à 12, inclusivement, des rangs VII et VIII du même canton, et de les annexer à la municipalité scolaire de Matalick, même comté. 2769-31-2

836-19.

Quebec, 19th July, 1920.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Salmon Lake, county of Matane, lots Nos. 1 to 12, inclusively, of ranges II, III, IV, V and VI of the township of Humqui, and to add thereto lots Nos. 1 to 12, inclusively of ranges VII and VIII of the same township, and to annex them to the school municipality of Matalick, in the same county. 2770-31-2

1245-20

Québec, 26 juillet 1920.

Demande est faite au surintendant de changer le nom de la municipalité scolaire de Métabetchouan, dans le comté du Lac-Saint-Jean, en celui de Saint-Louis-de-Chambord. 2821-31-2

1245-20

Quebec, 26th July, 1920.

Application is made to the Superintendent to change the name of the school municipality of Metabetchouan, in the county of Lake Saint-John, to that of Saint-Louis-de-Chambord. 2822-31-2

739-18.

Québec, 26 juillet 1920.

Demande est faite au surintendant de détacher de la municipalité scolaire de Chutes-Victoria, comté de Labelle, les rangs 4, 5 et 6 du canton de Moreau, et de les annexer à la municipalité scolaire de Cantons-Unis, même comté. 2823-31-2

739-18.

Québec, 26th July, 1920.

Application is made to the Superintendent to detach from the school municipality of Chutes-Victoria, county of Labelle, the ranges 4, 5 and 6 of the township of Moreau, and to annex them to the school municipality of United Townships, same county. 2824-31-2

 Département des terres et forêts

 Department of Lands and Forests

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à

Hull, bureau des terres, le 6 juillet 1920 ;

Chicoutimi, " " le 14 juillet 1920 ;

Restigouche, Comté de Bonaventure, moulins Chaleurs Bay Mills, le 27 juillet 1920 ;

Québec, département des terres et forêts, le 7 septembre 1920 pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

Le sous-ministre des terres et forêts,

ELZ.-MIVILLE DECHÈNE.

Québec, 22 mai 1920. 1983-21-16

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at

Hull P. Q., Crown Lands office, on the 6th July, 1920 ;

Chicoutimi, Crown Lands office, on 14th July, 1920 ;

Restigouche, Co of Bonaventure, Chaleurs Bay Mills, on 27th July, 1920 ;

Quebec, Department Lands & Forests, on 7th September, 1920, to examine candidates deserving to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they propose presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ. MIVILLE DECHÈNE,

Deputy Minister of Lands & Forests.

Quebec, 22nd May, 1920. 1984-21-16

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Samuel, dans le comté de Frontenac, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que 43 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$31,000.00.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce quinziesme jour de juillet mil neuf cent vingt.

Le président,
PAUL ROYER.

Le secrétaire,
MICHEL LEVESQUE.

2875

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Samuel", in the county of Frontenac, in the Province of Quebec, has complied with the provisions article 6889 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and that 43 duly qualified persons have signed thier names in the subscription book and bound themselves to effect the insurance to the amount of \$31,000.

Given pursuant to the article 6889 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this fifteenth day of July, one thousand nine hundred and twenty.

PAUL ROYER,
President.

MICHEL LEVESQUE,
Secretary.

2876

Avis est par le présent donné que la "Woman's Benefit Association of the Maccabeess", de Port Huron, Michigan, a été enregistrée comme une société de secours mutuels, pour faire des affaires d'assurance sur la vie dans la province de Québec, dans les limites autorisées par son acte d'incorporation, sa constitution et ses lois, le ou après le trente et unième jour de juillet 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont : Mary Empey, 40 rue Grand Trunk, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de juillet 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor. Québec, 2889—32-2

Notice is hereby given that the "Woman's Benefit Association of the Maccabees" of Port Huron, Michigan, has been registered as a mutual benefit association, to transact, within the Province of Quebec, the business of life insurance to the extent authorized by its act of incorporation, constitution and laws on and after the 31st July, 1920.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : Mary Empey, 40 Grand Trunk street, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R.S.P.Q., 1909, this 31st day of July, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 2890—32-2

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Béatrix, dans le comté de Joliette, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que 52 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$55,200.00.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce 24ème jour de juillet mil neuf cent vingt.

Le président,
JOSEPH MARION.

Le secrétaire,
ROMULUS JOLY.

2923

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Béatrix, in the county of Joliette, in the Province of Quebec, has complied with the provisions of article 6889 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and that 52 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect the insurance to the amount of \$55,200.00.

Given pursuant to the article 6889 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this 24th day of July, in the year one thousand nine hundred and twenty.

JOSEPH MARION,
President.

ROMULUS JOLY,
Secretary.

2924

AVIS DE SUSPENSION DE PERMIS DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

Avis est par le présent donné que la "Ancient Order of Hibernians of America, in the Province of Quebec", société de secours mutuels incorporée en vertu de la loi 62 Victoria, chapitre 32, n'ayant pas satisfait aux dispositions de la loi des assurances de Québec relativement à la transmission de l'état annuel de ses affaires, le permis déjà accordé à ladite société est en conséquence suspendu depuis le quinziesme jour de juillet 1920, et à partir de cette date ladite société n'est plus autorisée à faire des affaires de société de secours mutuels dans la province de Québec.

Donné conformément aux prescriptions de

NOTICE OF SUSPENSION OF LICENSE TO A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the "Ancient Order of Hibernians of America, in the Province of Quebec", a mutual benefit association incorporated in virtue of Act 62 Victoria, chapter 32, having not complied with the provisions of the Quebec Insurance Act respecting the filing of the annual statement of its affairs, the license already granted to the said association is therefore suspended from the fifteenth day of July, 1920, and from this date the said association is not further authorized to transact business of mutual benefit association in the Province of Quebec.

Given pursuant to the provisions of article

l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-deuxième jour de juillet 1920.

Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Branche des assurances,
Département du trésor, Québec.

2771—31-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Maccabees", autorisant cette compagnie à transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance sur la vie a été modifié, lui accordant le droit de faire l'assurance contre la maladie et l'assurance d'incapacité, le ou après le vingt-quatrième jour de juillet 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef pour la province de Québec, sont : J.-E. Roy, 139 rue Sainte-Catherine, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-quatrième jour de juillet 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 2797—31-2

Avis est par le présent donné que la "Manufacturing Wood Workers Underwriters" a été enregistrée pour faire des affaires d'assurance contre le feu, dans la province de Québec, le ou après le vingt-sixième jour de juillet 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef de la province de Québec, sont : Claude Villiers, 203 édifice McGill, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour de juillet 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 2799—31-2

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Témiscaming ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, sous-section VI, section XXII, chapitre 111, titre XI, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir les applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu formée en vertu desdits articles dudit paragraphe peut légalement transiger relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir : assurance mutuelle contre le feu sur des bâtiments de ferme et risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ou extra-hasardés) dans les limites du comté de Témiscaming, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, ce vingt-septième jour de juillet 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 2845—31-2

6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty second day of July, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec.

2772—31-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The Maccabees", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of life insurance, has been extended to include the business of sickness insurance and disability insurance, on and after the 24th day of July, 1920.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec, are : J.-E. Roy, 139 Sainte-Catherine street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this 24th day of July, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F.-L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 2798—31-2

Notice is hereby given that the "Manufacturing Wood Workers Underwriters" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of fire insurance, on and after the 26th day of July, 1920.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec, are : Claude Villiers, 203 McGill building, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this 26th day of July, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F.-L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 2800—31-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Témiscaming" has been established in conformity with articles 6886 and following, paragraph VI, sub-section VI, section XXII, chap. 111, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in the declaration to the inspector, namely : mutual insurance against fire on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous), within the limits of the county of Témiscaming, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-seventh day of July, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F.-L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 2846—31-2

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Québec, No 3151. Dans la Cour supérieure.

Dame Catherine Joncas, de la ville de La Tuque, épouse commune en biens de Ambroise Bellavance, du même lieu, industriel, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Ambroise Bellavance, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le seizième jour de juillet 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
NADEAU & BELLEAU.
Québec, 29 juillet 1920. 2869—32-5

Province de Québec, district de Richelieu. Cour supérieure. No 6585.

Dame Mathilda Archambault, épouse commune en biens de Albert Chenette, industriel et commerçant, tous deux de la paroisse de Saint-Ours, district de Richelieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs le dit Albert Chenette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
P.-J.-ARTHUR CARDIN.
Sorel, ce 26 juillet 1920. 2809—31-5

Cour supérieure pour le district de Montréal, dans la province de Québec, No 1737.

Madame Marie-Louise Dumaine, épouse du défendeur, marbrier, dûment autorisée à ester en justice, des cité et district de Montréal, demanderesse ; contre ledit Joseph-George Piché, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur en cette cause.

Le procureur de la défenderesse,
WILFRID BESSETTE.
Montréal, 15 juillet 1920. 2705—30-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3144. Dame Marie-Anne Rivet, des cité et district de Montréal, épouse de Herménégilde Beaucage, journalier, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Herménégilde Beaucage, journalier, du même lieu, demandeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19e jour d'avril 1920.

Montréal, ce 2 juin 1920.
Les procureurs de la demanderesse,
2569—28-5 RIVET & CAISSE.

Canada, province of Quebec, district of Quebec, No. 3151. In the Superior Court.

Dame Catherine Joncas, of the town of La Tuque, wife common as to property of Ambroise Bellavance, of the same place, mechanical, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Ambroise Bellavance defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the sixteenth day of July, 1920.

NADEAU & BELLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 29th July, 1920. 2870—32-5

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court. No. 6585.

Dame Mathilda Archambault, wife common as to property of Albert Chenette, tradesman, both of the parish of Saint-Ours, district of Richelieu, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Albert Chenette, defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

P.-J.-ARTHUR CARDIN,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 26th July, 1920. 2810—31-5

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No 1737.

Madam Marie-Louise Dumaine, wife of Joseph-George Piché, marber, of the city and district of Montreal, duly authorised to *ester en justice*, plaintiff ; against the said Joseph-George Piché, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant in that case.

WILFRID BESSETTE,
Solicitor for plaintiff.
Montreal, 15th July, 1920. 2706—30-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3144. Dame Marie-Anne Rivet, of the city and district of Montreal, wife of Herménégilde Beaucage, laborer, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Herménégilde Beaucage, laborer, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 19th of April, 1920.

Montreal, this 2nd June, 1920.
RIVET & CAISSE,
2570—28-5 Attorneys for plaintiff,

Assemblée

Meeting

THE NAPIERVILLE JUNCTION RAILWAY COMPANY.

THE NAPIERVILLE JUNCTION RAILWAY COMPANY.

Avis public est par le présent donné qu'une assemblée générale spéciale des actionnaires de "The Napierville Junction Railway Company" aura lieu au siège social de la compagnie, dans la cité de Montréal, 286 rue Saint-Jacques, le 6 septembre 1920, à onze heures du matin, pour approbation de la section alternante à la jonction Delson, comté de Laprairie, appartenant au

Public notice is hereby given that a general special meeting of the shareholders of "The Napierville Junction Railway Company" shall be held at the head office of the company, in the city of Montreal, 286 Saint James street, on the 6th September, 1920, at eleven o'clock in the forenoon for the purpose of approving the purchase of that part of the loop line, at Delson

réseau ferroviaire de la compagnie Québec, Montreal & Southern.

Montréal, le 29 juillet 1920.

Par ordre du conseil d'administration,

Le secrétaire,

2899-32-4

A. L. CURRIE.

Junction, county of Laprairie, belonging to the Quebec, Montreal and Southern Railway Company.

Montréal, 29th July, 1920.

By order of the board,

A. L. CURRIE,

Secretary.

Avis divers

Province de Québec, district de Chicoutimi.
"LA FILATURE DU SAGUENAY, LIMITÉE".

Avis est par les présentes donné que "La Filature du Saguenay, limitée", constituée en corporation par lettres patentes accordées le sept février mil neuf cent vingt, et ayant le siège principal de ses affaires en la ville de Chicoutimi, a établi son bureau ou domicile légal dans la bâtisse servant de bureau d'affaires à MM. Riverin & Riverin, entrepreneurs, avenue Montcalm, Chicoutimi. Cette bâtisse est érigée sur un immeuble formant partie des lots Nos 345, 346 et 349 du cadastre de la ville de Chicoutimi,

Cet avis est donné en conformité de l'article 5976 de la loi des compagnies de Québec, 1920.

Le secrétaire-trésorier,

L. FAUCHER.

2873 LA FILATURE DU SAGUENAY LIMITÉE.

Canada, province de Québec, village de Chandler.

Avis public est par les présentes donné qu'à une session spéciale du conseil du village de Chandler, tenue au lieu et à l'heure ordinaire des sessions dudit Conseil, le quinzième jour de juillet mil neuf cent vingt, le Conseil du village de Chandler a ordonné et décrété l'érection de son territoire en municipalité de ville sous l'empire de la loi des cités et villes, sous le nom de "La ville de Grand Pabos", laquelle ville sera comprise dans les bornes suivantes, savoir :

1. Les lots depuis y compris le No 69a jusqu'au No 80b, inclusivement dans le premier rang de la seigneurie de Pabos ainsi que de leurs subdivisions ;

2. Tous les lots du Grand Banc de Pabos ;

3. Toute l'étendue de la Baie du Grand Pabos comprise vis-à-vis les limites sus-dénommées et limitée à l'ouest par le prolongement de la limite ouest du susdit lot No 80b jusqu'à la laisse des basses eaux au nord du Grand Banc de Pabos, puis de là vers l'ouest une ligne suivant ladite laisse des basses eaux jusqu'à l'extrémité-ouest dudit Banc du Grand Pabos.

Le tout suivant le numérotage des lots du cadastre officiel de la municipalité de Pabos.

Et que la corporation dudit village de Chandler s'adressera, dans les délais et en la forme prévue par la loi, au lieutenant-gouverneur en Conseil, le priant d'émettre les lettres patentes érigeant les territoires sus-décrits de la municipalité du village de Chandler en corporation de ville.

Fait et signé à Chandler, ce seizième jour de juillet mil neuf cent vingt.

Le maire,

MIKE MURPHY.

Le secrétaire-trésorier,

J. ROUSSEAU BASTIEN.

2779-31-4

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, district of Chicoutimi.
"LA FILATURE DU SAGUENAY, LIMITÉE".

Notice is hereby given that "La Filature du Saguenay, limitée" a corporation duly incorporated by letters patent granted the seventh day of February, nineteen hundred and twenty, and having its principal place of business in the town of Chicoutimi, has established its office or legal domicile in the building occupied as business office by Messrs. Riverin & Riverin, contractors, on Montcalm avenue, Chicoutimi. The said building is erected on an immovable being a part of lots Nos. 345, 346 and 349 of the cadastre of the town of Chicoutimi.

This notice is given pursuant to the provisions of article 5976 of the Quebec Companies' Act, 1920.

LA FILATURE DU SAGUENAY LIMITÉE,

L. FAUCHER,

2874

Secretary-treasurer.

Canada, Province of Quebec, village of Chandler.

Public notice is hereby given that at a special meeting of the council of the village of Chandler, held at the ordinary place and hour of the meetings of the said Council, on the fifteenth day of July, nineteen hundred and twenty, the council of the village of Chandler has ordered and decreed the erection of its territory into a municipality of town under the law of the cities and towns, under the name of "The town of Grand Pabos", the said town will be comprised in the following boundaries, to wit :

1. The lots from the No. 69a (inclusively) to No. 80b, inclusively in the first range of the Seigneurie of Pabos, and also of their subdivisions ;

2. All the lots of the Grand Banc de Pabos ;

3. All the superficie of the Bay of Grand Pabos comprised in the above mentioned boundaries, and bounded on the west side by the prolongation of the west boundary line of the aforesaid lot No. 80b until the low tide mark on the shore of the Grand Banc de Pabos, and thence to the west a line following the said low tide mark until the west end of the said Banc du Grand Pabos.

The whole according the numbers of the official cadastre of the municipality of Pabos.

And that the corporation of the village of Chandler will make a request, in the delays and formalities provided for by the law, to the Lieutenant-Governor, praying the said lieutenant-governor to issue the letters patent erecting the territory above described of the municipality of the village of Chandler into a corporation of town.

Done and signed at Chandler aforesaid, on this sixteenth day of July, nineteen hundred and twenty.

MIKE MURPHY,

Mayor.

J. ROUSSEAU BASTIEN,

Secretary-Treasurer.

2780-31-4

Canada, province de Québec, district de Québec.

Avis public est par les présentes donné qu'à une session spéciale du conseil du village de Donnacona, tenue au lieu et à l'heure ordinaire des sessions dudit conseil, le quinzième (15e) jour de juillet mil neuf cent vingt, le conseil du village de Donnacona a ORDONNÉ ET DÉCRÉTÉ l'érection de son territoire en municipalité de ville sous l'empire de la loi des cités et des villes, sous le nom de la ville de Donnacona, laquelle ville sera comprise dans les bornes suivantes :

1. Vers le nord-est les lots 75, 76 et 77 ;
2. Vers le sud-est le fleuve St-Laurent ;

3. Vers le nord-ouest et le sud-ouest la rivière Jacques-Cartier.

Le tout suivant le cadastre officiel de la municipalité de Saint-Jean-Baptiste-des-Ecureuils.

Le chiffre actuel de la population du village de Donnacona, tel qu'établi par recensement spécial ordonné pour cette fin, est de huit cent quatre-vingt-sept (887) âmes.

Et que la corporation dudit village de Donnacona s'adressera, dans les délais et en la forme prévus par la loi, au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'émettre les lettres-patentes érigeant les territoires sus-décrits de la municipalité du village de Donnacona en corporation de ville.

Fait et signé à Donnacona, ce seizième jour de juillet mil neuf cent vingt.

Le maire,
NAP. BOIVIN.
Le secrétaire-trésorier,
O. ROYER.

2711—30-4

Canada, Province of Quebec, district of Quebec.

Public notice is hereby given that at a special sitting of the council of the village of Donnacona, held at the ordinary place and hour of the sittings of the said council, on the fifteenth (15th) day of July, in the year one thousand nine hundred and twenty, the council of the village of Donnacona DID ORDER AND DECREE the erection of its territory into a city municipality under the cities and towns act, under the name of the town of Donnacona, which town will be comprised within the following bounds :

1. To the north east lots 75, 76 and 77 ;
2. To the southeast the Saint Lawrence river ;
3. To the northwest and the south west the Jacques-Cartier river.

The whole in accordance with the official cadastre of the municipality of Saint-Jean-Baptiste-des-Ecureuils.

The actual population of the village of Donnacona, as established by the special census ordered for this purpose, is of eight hundred and eighty seven (887) souls, and that the corporation of the said village of Donnacona shall, within the delay and in the form fixed by the law, apply to the Lieutenant-Governor in Council praying for the issue of letters patent erecting the above described territory of the municipality of the village of Donnacona, into a town corporation.

Done and signed at Donnacona, this sixteenth day of July, in the year one thousand nine hundred and twenty.

NAP BOIVIN,
Mayor.
O. ROYER,
Secretary-Treasurer.

2712—30-4

Compagnies autorisées à faire des affaires

Companies authorized to do business

La Compagnie "The Brophey Umbrella Co., Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Rowland Edward Brophey, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 28 juillet 1920.

2901

The Brophey Umbrella Co. Limited, has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Rowland Edward Brophey, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 28th July, 1920.

2902

La compagnie "Notherown Porcupine Mines, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les

The Notherown Porcupine Mines, Limited, has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving

assignments en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. James Cooper, de Montréal. services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. James Cooper, of Montreal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD,
Québec, 29 juillet 1920. 2903

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 29th July, 1920. 2904

Compagnies dissoute

Province de Québec, district de Montréal.
Dans l'affaire de "The Botts Marking Ink Co., Inc."

La compagnie ci-haut, corporation légale dûment constituée par les lois de l'Etat de New-York, a été régulièrement dissoute le 21 mai 1920.

Le bureau-chef de la compagnie, dans la province de Québec, était dans la cité de Montréal, et le soussigné fut son agent principal.

Je donne maintenant le présent avis de dissolution pour que soit retiré le certificat produit chez le secrétaire de la province et qui permettait de faire affaires.

Daté à Montréal ce 17 juillet 1920.

L'agent principal,
2877 ADRIAN ED. HARTUAUN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "D. McManamy & Co., Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 décembre 1907.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "D. McManamy & Co., Inc." a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, conformément à l'article 5973, ce deuxième jour d'août 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
2881 C.-J. SIMARD.

Province of Quebec, district of Montreal.
In the matter of The Botts Marking Ink Co., Inc.

The above company, a body politic and corporate, duly incorporated under the laws of the State of New-York, was, on the 21st day of May, 1920, duly dissolved;

The head office of the company, for the Province of Quebec, has been in the city of Montreal, and the undersigned was its chief agent.

I now give this notice of dissolution in order that the certificate filed with the Secretary of the Province of Quebec for permission to do business be withdrawn.

Dated at Montreal this 17th day of July, 1920.

2878 ADRIAN ED. HARTUAUN,
Chief agent.

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies Act, 1920, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of D. McManamy & Co., Inc., incorporated by letters patent dated the 28th of December, 1907.

Notice is also given that from and after the date of the publication of the present notice, the company D. McManamy & Co., Inc., is dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, in accordance with article 5973, this second day of August, 1920.

2882 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Companies dissolved

ERRATUM

A la page 1717 de la "Gazette Officielle" du 31 juillet 1920, aux numéros 2805-06, à la première ligne, lisez : "Riverdale Tire Corporation, Limited" au lieu de "Riverdale Fire Corporation, Limited". 2915

ERRATUM

Page 1717 of the "Official Gazette" of the 31st July, 1920, Nos 2805-06, first line, read : Riverdale Tire Corporation, Ltd, instead of Riverdale Fire Corporation, Ltd. 2916

Faillite—avis de

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure.

Dans l'affaire de A.-P. Pattenaude, en son vivant marchand, de Loretteville, succession vacante.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable B. Letellier, juge de la Cour supérieure de Québec, en date du 22 juillet 1920, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette succession vacante.

Toutes personnes ayant des réclamations contre ladite succession vacante devront les produire, dûment assermentées, entre les mains des curateurs soussignés dans les trente jours

Notice of Bankruptcy

Canada, Province of Quebec, district of Quebec. Superior Court.

In the matter of A.-P. Pattenaude, in his lifetime merchant, of Loretteville, vacant estate.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of Honourable B. Letellier, judge of the Superior Court of Quebec, dated the 22nd of July, 1920, we have been appointed curators to the property of the above vacant estate.

Any persons having claims against the said vacant estate must file the same, duly sworn, with the undersigned curators within thirty days of the present notice; and all persons

du présent avis; et toutes personnes endettées envers ladite succession vacante devront régler dans le même délai.

Les curateurs,

THERIAULT & GAGNON.

Bureau : 108 rue Saint-Joseph.

Québec, 23 juillet 1920.

2813—31-2

Province de Québec, district de Montréal, No 99. Cour supérieure.

In re : Latour, quincaillier, Montréal, failli.

Avis est donné que le 29 juillet 1920, par ordre de la Cour supérieure, j'ai été nommé curateur à la succession du susnommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à nos bureaux sous un mois de cette date.

Le curateur,

P.-H. DUFRESNE.

VINET & DUFRESNE.

Bâtisse Banque Nationale,

99 rue Saint-Jacques.

Montréal, 7 août 1920.

2897

endented towards the said vacant estate must make settlements within the same delay.

THERIAULT & GAGNON,

Curators.

Office : 108 Saint-Joseph street.

Quebec, 23rd July, 1920.

2814—31-2

Province of Quebec, district of Montreal, No. 99. Superior Court.

In re : Latour, hardware, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 29th July, 1920, by order of the Superior Court, I was appointed curator to the estate of the above named who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

P.-H. DUFRESNE,

Curator.

VINET & DUFRESNE.

Banque Nationale building,

99 Saint James street.

Montreal, 7th August, 1920.

2897

Minutes de notaire

Québec, 19 juillet 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil par M. J.-S.-Aimé Ashby, notaire, pratiquant et demeurant à Lachine, comté de Jacques-Cartier, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Alfred Narcisse LePailleur, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

2719—30-5

C.-J. SIMARD.

Notarial minutes

Quebec, 19th July, 1920.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Notarial Code, that application has been made to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. J.-S.-Aimé Ashby, notary, practising and residing at Lachine, county of Jacques-Cartier, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Alfred Narcisse LePailleur, in his lifetime notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,

2720—30-5

Assistant Provincial Secretary.

Ventes par licitation

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 56. Dame Catherine Gurry, demanderesse; vs Dame Margaret Meehan *et al*, défendeurs.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Saint-François, rendu le 30^{ème} jour de juin 1920, dans une cause portant le No 56 des registres de ladite Cour, dans laquelle Dame Catherine Gurry, du village de Windsor Mills, district de Saint-François, veuve de feu Michel Meehan, de son vivant de Windsor Mills susdit, rentier, est demanderesse; et Dame Margaret *alias* Maggie Meehan, autrefois veuve de feu David Duval, et maintenant épouse de Fred W. Brent, de la cité de Lynn, dans l'état du Massachusetts, et ledit Fred W. Brent afin d'autoriser sadite épouse; Dame Elizabeth *alias* Lizzie Meehan, épouse de George Andrews, de la cité de Lynn, dans l'état du Massachusetts, et ledit George Andrews afin d'autoriser sadite épouse; John Meehan, de Lock Port, dans l'état de New-York, tous des Etats-Unis d'Amérique; Catherine *alias* Kate Meehan, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François; Agnès *alias* Aggie Meehan, épouse de Aimé Trudeau, de la ville de Windsor, district de Saint-François, et ledit Aimé Trudeau afin d'autoriser sadite

Sales by Licitiation

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court. No. 56. Dame Catherine Gurry, plaintiff; vs Dame Margaret Meehan *et al*, defendants.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in and for the district of Saint Francis, rendered on the 30th day of June, 1920, in a cause bearing the number 56 of the records of the said Court, wherein Dame Catherine Gurry, of the village of Windsor Mills, district of Saint Francis, widow of the late Michael Meehan, in his lifetime of Windsor Mills aforesaid, gentleman, is plaintiff; and Dame Margaret *alias* Maggie Meehan, formerly widow of the late David Duval, and now wife of Fred W. Brent, of the city of Lynn, in the state of Massachusetts, and the said Fred W. Brent for the purpose of authorizing his said wife; Dame Elizabeth *alias* Lizzie Meehan, wife of George Andrews, of the city of Lynn, in the state of Massachusetts, and the said George Andrews for the purpose of authorizing his said wife; John Meehan, of Lock Port, in the state of New-York, all the said defendants in the United States of America; Catherine *alias* Kate Meehan, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis; Agnès *alias* Aggie Meehan, wife of Aimé Tru-

épouse, sont défendeurs, ordonnant la vente d'une certaine propriété immobilière décrite comme suit :

Ce certains emplacement situé sur la rue Dearden, dans la ville de Windsor Mills, connu et désigné sur le plan officiel et le livre de référence pour le village de Windsor Mills comme étant les lots numéro 380, 386 et 387—avec les dépendances et bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-haut mentionné et décrit sera mis à l'enchère en bloc et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE 1920, devant la Cour supérieure, siégeant ladite Cour supérieure au Palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, à DEUX heures de l'après-midi, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour ; et toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les avocats de la demanderesse,
NICOL, LAZURE & COUTURE.
Sherbrooke, 30 juillet 1920. 2867—32-2

Canada, province de Québec, district de Hull. Cour supérieure, No 5314.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Hull, dans le district de Hull, le quinzième jour de juin 1920, dans une cause dans laquelle Dame Denise Pilon, veuve de feu Urbain Viau, en son vivant percepteur des taxes d'eau, des cité et district de Hull, est demanderesse ; contre Laurier Viau et Ludovic Viau, tous deux des cité et district de Hull ; Dame Freda Viau, épouse de Omer Bisson, des cité et district de Montréal, et ledit Omer Bisson pour autoriser son épouse aux fins des présentes ; Dame Yvonne Viau, épouse de Arthur Lalonde, de Ravensworth, dans la province d'Ontario, et le dit Arthur Lalonde pour autoriser son épouse aux fins des présentes ; Dame Solange Viau, épouse de Omer Lavoie, de la cité et district de Hull, et ledit Omer Lavoie pour autoriser son épouse aux fins des présentes ; et Maxime Viau, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs : Simonne Lavallée et Aurèle Lavallée et Armand Lavallée et Alire Lavallée, des cité et district de Hull, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

La moitié indivise de la subdivision trente-quatre du lot deux cent cinquante-quatre du quartier numéro un de la cité de Hull—avec les bâtisses dessus construites ; l'immeuble ci-dessus sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE 1920, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice, de la cité et district de Hull, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour ; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge

deau, of the town of Windsor, district of Saint Francis, and the said Aimé Trudeau for the purpose of authorizing his wife, are defendants, ordering the sale by licitation of a certain immoveable property described as follows :

That emplacement situated on Dearden street, in the town of Windsor Mills, known and distinguished on the official plan and book of reference of the village of Windsor Mills as being the lots numbers 380, 386 and 387—with buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging.

The above mentioned and described immoveable will be put up at auction *en bloc* and adjudication made to the last and highest bidder, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1920, before the Superior Court, sitting the said Superior Court at the Court House, at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, at TWO o'clock in the afternoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited at the office of the prothonotary of said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and the parties failing to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

NICOL, LAZURE & COUTURE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 30th July, 1920. 2868—32-2

Canada, Province of Quebec, district of Hull. Superior Court. No. 5314.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Hull, in the district of Hull, the fifteenth day of June, 1920, in an action in which Dame Denise Pilon, widow of the late Urbain Viau, in his lifetime collector of water rates, of the city and district of Hull, is plaintiff ; against Laurier Viau and Ludovic Viau, both of the city and district of Hull ; Dame Freda Viau, wife of Omer Bisson, of the city and district of Montreal, and the said Omer Bisson to authorize his wife to these presents ; Dame Yvonne Viau, wife of Arthur Lalonde, of Ravensworth, in the Province of Ontario, and the said Arthur Lalonde to authorize his wife to these presents ; Dame Solange Viau, wife of Omer Lavoie, of the city and district of Hull, and the said Omer Lavoie to authorize his wife to these presents ; and Maxime Viau, of the city of Ottawa, Province of Ontario, in his quality of tutor to the minor children : Simonne Lavallée and Aurèle Lavallée and Armand Lavallée and Alire Lavallée, of the city and district of Hull, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

The undivided part of subdivision thirty four of lot two hundred and fifty four in ward number one of the city of Hull—with the buildings thereon erected ; the said immoveable above mentioned will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, at the sitting of the Superior Court, in the Court house, at Hull, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next (1920), subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court ; and all oppositions à fin d'annuler, à fin

ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs de la demanderesse,
DEVLIN & STE MARIE.

Hull, le 29 juillet 1920.

2871—32-2

Avis public de la vente par licitation en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, le vingt-huitième jour de mai 1920, dans une cause dans laquelle Roch Ouimet, rentier, du village de Sainte-Rose, district de Montréal, est demandeur ; et Edouard Ouimet, cultivateur, Charles Ouimet, cultivateur, Rodrigue Ouimet, cultivateur, Dame Marie Ouimet, veuve de feu Eugène Joly, en son vivant cultivateur, et Anselme Ouimet, cultivateur, tous de Sainte-Rose, comté de Laval, district de Montréal ; Dame Cléopâtre Ouimet, épouse commune en biens de Clovis Ouimet, cultivateur, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes, Clovis Ouimet, cultivateur, Dame Denise Chapleau, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Labelle, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse en autant que besoin, tous de Saint-François-de-Sales, district de Montréal ; Marie-Louise Ouimet, épouse commune en biens de Cléopâtre Deschambault, cultivateur, de la ville de Sainte-Thérèse, district de Terrebonne ; Mequi Ouimet, médecin, de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne ; Clovis Ouimet, cultivateur, personnellement et en sa qualité de curateur à Bruno Ouimet et Orise Ouimet, Joseph Ouimet, cultivateur, Dame Ephigémie Ouimet, épouse contractuellement séparée de biens de Hormisdas Ouimet, cultivateur, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous de la paroisse de Terrebonne, district de Terrebonne ; Ferdinand Hogue, journalier, de la ville de Grand'Mère, district de Trois-Rivières ; Delle Aldéa Hogue, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, et Dame Rose-Délina Hogue, aussi des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de William Leclerc, actuellement de lieux inconnus ; Dame Céline Ouimet, épouse commune en biens de Pascal Ouimet, journalier, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes, Séraphin Grenier, employé civil, tous des cité et district de Montréal ; Dame Hermine Ouimet, épouse commune en biens de Eugène Joly, cultivateur, tous deux de Saint-Vincent-de-Paul, district de Montréal, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes ; Wilfrid Ouimet, de Bonnyville, dans la province de l'Alberta, Dame Cléopâtre Ouimet, épouse commune en biens de Théophile Chalifoux, de Beaumont, dans la province de l'Alberta, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes ; Adolphe Ouimet, cultivateur, du Cap-Saint-Martin, district de Montréal, Cléopâtre Ouimet, épouse de Damase Rochon, cultivateur, de Saint-Roch-de-l'Assomption, comté de l'Assomption, district de Joliette, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles et créances désignés comme suit, savoir :

de charge or à fin de distraire to the said licitation must be deposited in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as above mentioned for the sale and adjudication ; and every opposition *à fin de conserver* must be deposited within 6 days after the adjudication ; and in default by the parties to file said oppositions within the delays prescribed by these presents, they shall be foreclosed from doing so.

DEVLIN & STE MARIE,
Attorneys for plaintiff.

Hull, 29th July, 1920.

2872—32-2

Public notice of a sale by licitation under a judgement of the Superior Court, sitting at Saint Scholastique, in the district of Terrebonne, on the twenty eighth day of May, 1920, in a cause in which Roch Ouimet, annuitant, of the village of Sainte-Rose, in the district of Montreal, is plaintiff ; and Edouard Ouimet, farmer, Charles Ouimet, farmer, Rodrigue Ouimet, farmer, Dame Marie Ouimet, widow of the late Eugène Joly, in his lifetime farmer, and Anselme Ouimet, farmer, all of Saint Rose, in the county of Laval, district of Montreal ; Dame Cleopâtre Ouimet, wife common as to property of Clovis Ouimet, farmer, and the said Clovis Ouimet, farmer, both personally and to authorize his wife, Dame Denise Chapleau, wife separate as to property by marriage contract of Louis Labelle, and the said Louis Labelle both personally and to authorize his wife, all of Saint-François-de-Sales, in the district of Montreal ; Marie-Louise Ouimet, wife common as to property of Cléopâtre Deschambault, farmer, in the town of Saint Therese, in the district of Terrebonne ; Mequi Ouimet, doctor, of the town of Terrebonne, district of Terrebonne, Clovis Ouimet, farmer, personally and in his quality of curator to Bruno Ouimet and Orise Ouimet, Joseph Ouimet, farmer, Dame Ephigémie Ouimet, wife separate as to property by marriage contract of Hormisdas Ouimet, farmer, and the said Hormisdas Ouimet to authorize his wife, all of the parish of Terrebonne, district of Terrebonne ; Ferdinand Hogue, laborer, of the town of Grand'Mère, district of Three Rivers ; Miss Aldéa Hogue, spinster of age and in her own right, of the city and district of Montreal ; and Dame Rose-DeLima Hogue, also of the city and district of Montreal, wife common as to property of William Leclerc, now of parts unknown ; Dame Céline Ouimet, wife common as to property of Pascal Ouimet, laborer, and the said Pascal Ouimet, both personally and to authorize his said wife, Séraphin Grenier, civil servant, all of the city and district of Montreal ; Dame Hermine Ouimet, wife common as to property of Eugène Joly, farmer, both of Saint-Vincent-de-Paul, district of Montreal, and the latter both personally and to authorize his said wife, Wilfrid Ouimet, of Bonnyville, in the Province of Alberta, Dame Cleopâtre Ouimet, wife common as to property of Theophile Chalifoux, of Beaumont, in the Province of Alberta, and the said Theophile Chalifoux, both personally and to authorize his said wife, Adolphe Ouimet, farmer, of Cap-Saint-Martin, district of Montreal, Cléopâtre Ouimet, wife of Damase Rochon, of Saint-Roch-de-l'Assomption, in the county of l'Assomption, district of Joliette, and the said Damase Rochon both personally and to authorize his wife, are defendants ordering the licitation of certain immoveables and claims designated as follows, to wit :

1. Un emplacement situé en la ville de Terrebonne, sur la rue Saint-Louis, à démembrer du lot de terre portant le numéro officiel cent trente-deux (No 132) de la ville de Terrebonne, au cadastre hypothécaire du comté de Terrebonne ; ledit emplacement, de forme irrégulière, ayant une largeur d'environ cinquante pieds anglais, sur la rue Saint-Louis, et s'étendant vers le nord, avec cette largeur à partir de la rue Saint-Louis, sur une profondeur de cent vingt-cinq pieds anglais, où ledit emplacement atteint une largeur de quatre-vingt-quinze pieds anglais, et s'étend avec cette dernière largeur jusqu'au complément de deux cent deux pieds anglais, à partir de ladite rue Saint-Louis, le tout plus ou moins. Cet emplacement étant borné au sud par la ligne nord de la rue Saint-Louis, telle que fixée par le règlement No 184 de ladite ville de Terrebonne, d'un côté à l'ouest par Ovide Valiquette et Augustin Clavel, au nord par Joseph Ouimet, et à l'est par J.-P.-R. Masson ou représentants—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées ;

2. Une balance de prix de vente, au montant de \$3,325, productive d'intérêt à compter du 20 octobre dernier 1919, au taux de 4% par an, et affectant la propriété ci-après décrite, savoir :

Une terre située audit lieu de Saint-François-de-Sales, de trois arpents de front sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins, partant de la rivière Jésus, aboutissant aux terres de la côte des Perron, joignant d'un côté vers l'ouest Zéphirin Ouimet et vers l'est Evariste Ouimet—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, le tout connu sous le numéro officiel cent quatre-vingt-neuf (No 189) de la paroisse de Saint-François-de-Sales, au cadastre hypothécaire du comté Laval.

Ledit immeuble appartenant actuellement à Evariste Ouimet, de Saint-François-de-Sales. Cetteditte somme de \$3,325.00 est payable par versements annuels de \$150.00 chacun, avec intérêt à 4% par an ;

3. Une obligation hypothécaire au montant de \$1,500, portant intérêt au taux de 6% par an, et affectant l'immeuble ci-après décrit, et appartenant actuellement à Edouard Ouimet, de la cité de Montréal, savoir :

Deux lots de terre situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Casgrain, connus et désignés sous les Nos huit cent soixante et huit a et huit cent soixante et neuf de la subdivision du lot officiel No dix (No 10-868a et 869) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis—avec les bâtisses dessus érigées et avec droit en commun dans la ruelle située en arrière desdits lots.

Ladite obligation est échue depuis le 27 janvier 1918, et il est dû en outre des intérêts accrus depuis le 27 janvier 1916, au taux de 6% par an.

Les immeubles et créances hypothécaires ci-dessus décrits seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1920), cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice, à Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour ; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme

1. An emplacement situate in the town of Terrebonne, on Saint-Louis street, to be taken from the lot of land bearing the official number one hundred and thirty two (132) of the town of Terrebonne, in the registration cadastre of the county of Terrebonne ; the said emplacement, irregular in form, being about fifty feet English measure wide on Saint-Louis street, and extending towards north with the above width from Saint-Louis street, on a depth of one hundred and twenty five feet (English measure), where the said emplacement becomes ninety five feet (English measure) in width, and extends with this with as far as the completion of a length of two hundred and two feet (English measure), from the said Saint-Louis street, the whole more or less. The said emplacement being bounded to the south by the north line of Saint-Louis street, as fixed by by-law No. 184 of the said town of Terrebonne, on one side to the west by Ovide Valiquette and Augustin Clavel, to the north by Joseph Ouimet, and to the east by J.-P.-R. Masson or representatives—with a house and other buildings erected thereon ;

2. A balance of a sale price, to the amount of \$3,325, yielding interest from the 20th October last, 1919, at the rate of 4% per annum, and affecting the property hereinafter described, to wit :

A piece of land situate at the place called Saint-François-de-Sales, of three arpents in front, by forty arpents in depth, the whole more or less, starting from the River Jésus, and ending at the lands of the Perron Hill, joining on one side to the west Zéphirin Ouimet, and to the east Evariste Ouimet—with a house and other buildings thereon erected, the whole known under the official number one hundred and eighty nine (189) of the parish of Saint-François-de-Sales, in the registration cadastre of the county of Laval.

The said immoveable now belonging to Evariste Ouimet, of Saint-François-de-Sales. The said sum of \$3,325.00 is payable in annual instalments of \$150.00, with interest at 4% per annum ;

3. A mortgage of \$1,500, bearing interest at the rate of 6% per annum, and affecting the immoveable property hereinafter described, and now belonging to Edouard Ouimet, of the city of Montreal, to wit :

Two lots of land situate in the city of Montréal, with front on Casgrain street, known and designated under the number eight hundred and sixty eight a, and eight hundred and sixty nine of the subdivision of the official lot number ten (Nos. 10-868a and 869) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-Saint-Louis—with the buildings thereon erected and with a common right in road situate in the rear of the said lots.

The said loan is due since the 27th January, 1918, and moreover there is also due accrued interest from the 27th January, 1916, at a rate of 6% per annum.

The hereinabove designated immoveable property and claims secured by mortgage will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next (1920), at the sitting the Court, in the Court room, of the Court House of Sainte-Scholastique, district of Terrebonne, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of

susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forecloses du droit de le faire.

Sainte-Scholastique, 22 juillet 1920.

Les procureurs du demandeur,
ST-JACQUES, FILION, HOULE ET
LAMOÏTHE,
2789—31-2

Avis est aux présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant dans la cité de Montréal, dans la district de Montréal, rendu le cinquième jour de juillet 1920, dans une cause dans laquelle Abraham Brigger, marchand, des cité et district de Montréal, est demandeur ; et Edgar Collin, de Plessisville, dans le district d'Arthabaska, en sa qualité de tuteur à Marcel Collin, Jeanne Collin et Florette Collin, tous trois mineurs, du même lieu, et issus du mariage de feu Alice Jeanneau, et ledit défendeur dûment nommé tuteur auxdits trois mineurs le 15 mars 1918, et Joseph Jeanneau, ci-devant des cité et district de Montréal, maintenant de lieux inconnus, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, à savoir :

Un lopin de terre connu sous le numéro 385 du quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites, et tous les droits, circonstances et dépendances s'y rattachant.

La propriété ci-haut désignée sera mise à l'enchère et adjugée au plus haut et dernier enchérisseur le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1920, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice, dans la cité de Montréal, sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées au cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de ladite cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, à l'encontre de ladite licitation, doit être produite au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé tel que susdit pour la vente et l'adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver doit être produite dans les six jours qui suivent l'adjudication ; et que à défaut par les parties de produire lesdites oppositions dans les délais impartis aux présentes, elles seront forecloses du droit de le faire.

Montréal, le 26 juillet 1920.

Les procureurs du demandeur,
WEINFELD, SPERBER & LEVINE,
2815—31-2

the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and that in default by the parties to file the said oppositions in the delays herein prescribed, they will be foreclosed of so doing.

Sainte-Scholastique, 22nd July, 1920.

ST-JACQUES, FILION, HOULE AND
LAMOÏTHE,
2790—31-2 Attorneys for plaintiff.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at the city of Montreal, in the district of Montreal, on the fifth day of July, 1920, in a cause in which Abraham Brigger, merchant, of the city and district of Montreal, is plaintiff ; and Edgar Collin of Plessisville, in the district of Arthabaska, in his quality of tutor to Marcel Collin, Jeanne Collin and Florette Collin, all three minors, of the same place, and born of the marriage of the late Alice Jeanneau, and the said defendant duly appointed tutor to the said three minors on 15th March, 1918, and Joseph Jeanneau, heretofore of the city and district of Montreal now of parts unknown, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

A lot of land known under number 385 in Saint-Jean-Baptiste ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected and all the rights, members and appurtenances thereunto belonging.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the THIRD day of SEPTEMBER, 1920, sitting the Court, in the Court room of the Court house, in the city of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 26th July, 1920.

WEINFELD, SPERBER & LEVINE,
2816—31-2 Attorneys for plaintiff.

Vente pour taxes municipales

CANADA—PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE BROMPTONVILLE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, J.-Adélar Ouellet, secrétaire-trésorier de la ville de Bromptonville, que l'immeuble ci-dessous décrit sera vendu à l'enchère publique, dans la salle des séances du conseil, à Bromptonville, MERCREDI, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE mil neuf cent vingt, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour les taxes municipales et scolaires et autres redevances dues à la municipalité de la ville de Bromptonville,

Sale for municipal taxes

CANADA—PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF BROMPTONVILLE

Public notice is hereby given by the undersigned J.-Adélar Ouellet, secretary-treasurer of the town of Bromptonville, that the lot and immoveable hereunder described will be sold at public auction, in the hall where the council usually hold its sittings, in the town of Bromptonville, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of the month of SEPTEMBER next (1920), at TEN o'clock in the forenoon (day light saving time), for municipal and school taxes due to the said

sur le lot ci-après désigné, à moins que lesdites taxes ne soient payées, avec frais, avant la vente, savoir :

Comme appartenant à la succession de Jos. Fontaine :

Le lot de terre connu sous le numéro vingt-huit "E" deux (28E-2) dans le rang quatre du canton, de Brompton, au cadastre officiel de ce canton sauf les réserves concernant les mines et les travaux mitoyens.

Taxes municipales dues \$ 8.15
Taxes scolaires dues 4.49

\$12.64

Le secrétaire-trésorier de la ville de Bromptonville,

J.-A. OUELLET.

Donné à Bromptonville, le trois août 1920.

2919-32-2

municipality of the town of Bromptonville, on the lot hereafter described, unless the said taxes be paid, with the costs, before the sale, to wit :

As belonging to Joseph Fontaine estate.

Lot number twenty-eight ((E" two (28E-2) in the fourth rang of the township of Brompton, on the official cadastral plan for said township, save and except the reservation in connection with the mines and common works.

Municipal taxes due..... \$ 8.15
School taxes due..... 4.49

\$12.64

J.-A. OUELLET,

Secretary-treasurer of the town of Bromptonville,

Given at Bromptonville, the 3rd of August, 1920.

2920-32-2

VENTE PAR LE SHÉRIF BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } OMER GENEST, de-
No 4665. } mandeur ; contre VA-
LERE VACHON, défendeur.

Une terre contenant cent acres, plus ou moins en superficie, étant le lot numéro trente (30) du cadastre pour le onzième rang du canton Langevin, comté Dorchester, circonstances et dépendances—avec réserve de la coupe de bois, suivant les titres.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Justine, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph Beauce, 13 juillet 1920.

2679-29-2

[Première publication, 17 juillet 1920]

SHERIFF'S SALE BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } OMER GENEST, plain-
No. 4665. } tiff ; against VA-
LERE VACHON, defendant.

A lot of land containing one hundred acres, more or less in surface, being lot number thirty (30) of the cadastre of the eleventh range of the township of Langevin, county of Dorchester, circumstances and dependencies—with reserve of the cut of timber in accordance with the titles.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Justine, in the SEVENTEENTH day of AUGUST next (1920), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Saint-Joseph, Beauce, 13th July, 1920.

2680-29-2

[First publication, 17th July, 1920]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } DAME NELLIE
District de Bedford. } F. HUNT ET AL,
No 630. } demandeurs ; contre

les biens et effets, les terres et tenements de HERBERT L. WHITCOMB, défendeur.

Saisi en exécution comme appartenant audit défendeur :

L'emplacement de terre situé dans le canton de Potton, dans le district de Bedford, connu aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton Potton comme étant le lot cadastral numéro trois cent soixante et onze (371), mesurant deux cent onze acres en étendue, plus ou moins—avec toutes les améliorations dessus construites et faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } DAME NELLIE
District of Bedford. } F. HUNT ET AL,
No. 630. } plaintiffs ; against

the goods and chattels, lands and tenements of HERBERT L. WHITCOMB, defendant.

Taken in execution as belonging to the said defendant :

That certain emplacement of land situated in the township of Potton, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Potton as cadastral lot number three hundred and seventy one (371), containing two hundred and eleven acres in superficies, more or less—with all improvements thereon erected and made.

To be sold at the parochial church door of

paroisse de Saint-Cajetan-de-Potton, à Mansonville (ainsi dénommé), dans le canton Potton, dit district, le VINGT ET UNIEME jour d'AOUT prochain, 1920, à DIX heures de l'avant-midi (heure normale).

Bureau du shérif, à Sweetsburg, Qué., le 12 juillet 1920.

Le shérif,
C. B. JAMESON.
2677—29-2
[Première publication, 17 juillet 1920]

the parish of Saint-Cajetan-de-Potton, at Mansonville (so called), in the township of Potton, said district, on the TWENTY FIRST day of AUGUST next, 1920, at the hour of TEN of the clock in the forenoon (Standard time).

Sheriff's office, Sweetsburg, Que., 12th July, 1920.

C. B. JAMESON,
Sheriff.
2678—29-2
[First publication, 17th July, 1920]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } DAME ADELAIDE
District de Joliette. } VEZINA, de la cité
No 8661. } et du district de Joliette,
veuve de Dieudonné Désormiers, en son vivant notaire, du même lieu, demanderesse; vs JOSEPH HERMANN & COPPEL SILVERSTONE, des cité et district de Montréal, défendeurs.

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, sous le numéro trois cent neuf (309)—avec maison et dépendances,

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Charles-Borromée, de Joliette, comté de Joliette, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour du mois d'AOUT 1920, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GEORGE DESROCHES.
Joliette, 12 juillet 1920. 2675—29-2
[Première publication, 17 juillet 1920]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec. } DAME ADELAIDE
District of Joliette. } VEZINA, of the city
No. 8661. } and district of Joliette,
widow of Dieudonné Desormiers, in his lifetime notary, of the same place, plaintiff; against JOSEPH HERMANN & COPPEL SILVERSTONE, of the city and district of Montreal, defendants.

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Charles-Borromée, under number three hundred and nine (309)—with a house thereon and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Charles-Borromée, of Joliette, county of Joliette, TUESDAY, the SEVENTEENTH day of AUGUST, 1920, at TEN o'clock of the forenoon.

Sheriff's office. GEORGE DESROCHES,
Joliette, 12th July, 1920. Sheriff.
2676—29-2
[First publication, 17th July, 1920]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—Québec.

Montmagny, à savoir : } ROY ALEXAN-
No 967. } DER MORRI-
SON, de la cité de Frédéricion, dans la province de New-Brunswick, marchand, demandeur; vs HONORE POULIOT, de la paroisse de Saint-Camille, dans le comté de Bellechasse, défendeur, et maintenant à Saint-Jules-de-la-Bretonnière, à savoir :

Le lot numéro trente-neuf (39) du sixième rang, dans le canton Panet, étant un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Juste-de-la-Bretonnière, comté de Montmagny—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Juste-de-la-Bretonnière, comté de Montmagny, le NEUVIEME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent vingt, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le député-shérif,
WENCESLAS NICOLE.
Montmagny, 3 août 1920. 2921-32-2
[Première publication, 7 août 1920]
[Deuxième publication, 21 août 1920]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Québec.

Montmagny, to wit : } ROY ALEXAN-
No. 967. } DER MORRI-
SON, of the city of Fredericton, in the Province of New Brunswick, merchant, plaintiff; vs HONORE POULIOT, of the parish of Saint-Camille, in the county of Bellechasse, and now at Saint-Juste-de-la-Bretonnière, defendant to wit:

Lot number thirty nine (39) of range six, township of Panet, being a lot of land situate in the parish of Saint-Juste-de-la-Bretonnière, county of Montmagny—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Juste-de-la-Bretonnière, county of Montmagny, on the NINTH day of SEPTEMBER, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. WENCESLAS NICOLE,
Deputy sheriff.
Montmagny, 3rd August, 1920. 2922—32-2
[First publication, 7th August, 1920]
[Second publication, 21st August 1920]

MONTRÉAL

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **C**ITE DE WEST-
No 4291. } **M**OUNT, corpora-
tion municipale, ayant son principal bureau
d'affaires dans la cité de Westmount, dans le
district de Montréal, demanderesse; vs DAME
MARY JANE ROBINSON, maintenant ou
autrefois des cité et district de Montréal, épouse
séparée de biens de William Rodden, maintenant
ou autrefois de Montréal susdit, et le dit William
Rodden pour autoriser sadite épouse, défende-
resse.

Un emplacement sis et situé en la cité de West-
mount, district de Montréal, ayant front sur
l'avenue Greene, de la dite cité, connu et désigné
sous le No 10 de la subdivision officielle du lot
originaire No 361, aux plan et livre de renvoi
officiels du cadastre de la paroisse de Montréal—
avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité
de Montréal, le NEUVIEME jour de SEPTEM-
BRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 4 août 1920. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 7 août 1920]

2933

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **M**ICHEL ROBITAIL-
No 4185. } **L**E demandeur; vs
URGEL BRUNET, défendeur.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé au
village de Sainte-Geneviève, connu et désigné
sous le numéro quatre-vingt-quatre (84) aux plan
et livre de renvoi officiels dudit village de Sainte-
Geneviève—avec maison, grange et autres bâti-
sses dessus construites; borné en front par le
chemin public.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le NEUVIEME jour de SEPTEM-
BRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 4 août 1920. L.-J. LEMIEUX.
2935—32-2

[Première publication, 7 août 1920]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **E**DMOND BROS-
No 5128. } **S**ARD demandeur;
vs J.-OMER LABELLE défendeur, et "THE
CANADIAN PACIFIC RAILWAY COM-
PANY", corporation légalement constituée, ayant
son siège social à Montréal; FELIX LABELLE,
DAME ELIZABETH TRUDEAU, épouse sé-
parée de biens de J.-O. Labelle, et ce dernier pour
autoriser son épouse aux présentes tiers-saisies
et ladite DAME E. TRUDEAU ET AL ET VIR,
intervenante et MTRES BEAUBIEN & LA-
MARCHE distrayant.

Comme appartenant à Edmond Brossard, le
demandeur :

Un lot de terre contenant vingt-cinq pieds de
front par cent pieds de profondeur, étant la juste
moitié sud-ouest du lot No dix-sept-C de la subdivi-
sion officielle du lot numéro dix-sept du lot
numéro deux cent huit (208-17-c) des plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse de Mont-
réal; borné en front par l'avenue Chesterfield,
au nord-est par le résidu dudit lot, au sud-ouest

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **C**ITY OF WEST-
No. 4291. } **M**OUNT, a munici-
pal corporation, having its principal place of
business in the city of Westmount, in the district
of Montreal, plaintiff; vs DAME MARY
JANE ROBINSON, now or formerly of the
city and district of Montreal, wife separated as
to property of William Rodden, now or formerly
of Montreal, aforesaid, and the said William
Rodden to authorize his said wife herein defend-
ant.

An emplacement lying and situate in the city
of Westmount, district of Montreal, fronting
on Greene avenue, of the said city, know nand
designated under No. 10, of the official subdivi-
sion of the original lot No. 361, on the official
plan and book of reference of the cadastre of the
parish of Montreal—with buildings thereon
erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the NINTH day of SEPTEMBER next, at
TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 4th August, 1920. Sheriff.

[First publication, 7th August, 1920]

2934

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **M**ICHEL ROBITAILLE
No. 4185. } **M** plaintiff; vs URGEL
BRUNET, defendant.

A lot of land or emplacement being and situate
in the village of Sainte-Geneviève, known and
designated under the number eighty four (84)
on the official plan and book of reference of the
said village of Sainte-Geneviève—with house,
barn and other buildings thereon erected;
bounded in front by the public road.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the NINTH day of SEPTEMBER next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 4th August, 1920. Sheriff.

[First publication, 7th August, 1920]

2936—32-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **E**DMOND BROS-
No. 5128. } **S**ARD plaintiff; vs
J.-OMER LABELLE défendeur, and THE
CANADIAN PACIFIC RAILWAY COM-
PANY, a legally constituted corporation, having
its place of business at Montreal; FELIX
LABELLE, DAME ELIZABETH TRUDEAU,
wife separated as to property of J.-O. Labelle,
and the latter to authorize his wife for the
purposes hereof, garnishees, and the said DAME
E. TRUDEAU ET AL ET VIR internening parties
and MTRES BEAUBIEN & LAMARCHE
distracting for cots.

As belonging to Edmond Brossard, the defend-
ant :

A lot of land containing twenty five feet in
front by one hundred feet in depth, being the
exact southwest half of the lot number seven-
teen C of the official subdivision of the lot
number seventeen of the lot number two hun-
dred and eight (208-17c) on the official plan
and book of reference of the parish of Montreal;
bounded in front by Chesterfield avenue, on

par le lot 17-D de la même subdivision, et en profondeur par le No 208, subdivision 17-A—avec bâtisses et les droits attachés audit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 4 août 1920. L.-J. LEMIEUX.
2939—32-2

[Première publication, 7 août 1920]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LES SYNDICS DES
No 5195. } ECOLES PROTES-
TANTES de la municipalité de la cité et de la
paroisse de Lachine et des villes de Lasalle et
Dorval, dans le comté de Jacques-Cartier, corpo-
ration ayant son siège social dans la cité de
Lachine et le district de Montréal, demandeurs ;
vs EDITH GOLDBERG, défenderesse.

Trois lopins de terre, sis dans la ville de Lachine, étant les lots numéros trois cent quatre-vingts, trois cent quatre-vingt-un et trois cent quatre-vingt-deux, de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept cent cinquante-deux, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Lachine (752-380-381-382) ; lesdits lopins bornés en front par la Huitième avenue, et mesurant chacun vingt-cinq pieds en front par une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, plus ou moins, mesure anglaise.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 14 juillet 1920. L.-J. LEMIEUX.
2693—29-2

[Première publication, 17 juillet 1920]

the northeast by the residue of the said lot, on the southwest by the lot 17-D of the same subdivision and in depth by the number 208, subdivision, 17-A—with buildings and the rights attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 4th August, 1920. Sheriff.
2940—32-2

[First publication, 7th August, 1920]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE PROTESTANT
No. 5195. } SCHOOL TRUST-
EES for the municipality of the city and
parish of Lachine and towns of Lasalle and
Dorval, in the county of Jacques-Cartier, a body
corporate having its head office in the city of
Lachine and the district of Montreal, plaintiffs ;
vs EDITH GOLDBERG, defendant.

Three pieces of land, situate in the town of Lachine, being lots numbers three hundred and eighty, three hundred and eighty one and three hundred and eighty two, of the official subdivision of original lot number seven hundred and fifty two, on the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Lachine (752-380-381-382) ; said lots bounded in front by Eighth Avenue, and measuring, each twenty five feet in front by a depth of ninety feet, more or less, English measure.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 14th July, 1920. Sheriff.
2694—29-2

[First publication, 17th July, 1920]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME CAROLI-
No 681. } NE CHA-
TEAUNEUF, demanderesse ; vs JOSEPH
THIFFAULT, fils de Michel, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir :
Une certaine portion de terre située en la paroisse de Saint-Stanislas, prise et détachée du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent cinquante-deux (Pte No 452) sur les plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Stanislas, contenant vingt-deux arpents en superficie ; bornée en front au résidu de ladite terre à l'endroit où se termine le terrain de Luc Dontigny, dans la ligne nord-est où elle joint dans la même ligne celui de Bruno Jacob, en profondeur audit Bruno Jacob, au sud-ouest à Adelphi Déry et au nord-est audit Bruno Jacob et à la petite rivière des Envies.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas, de la Rivière-des-Envies, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1920, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
Trois-Rivières, 3 août 1920. CHARLES DUMOULIN.
2927—32-2

[Première publication, 7 août 1920]

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DAME CAROLINE
No. 681. } CHATEAUNEUF,
plaintiff ; vs JOSEPH THIFFAULT, son of
Michel, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :
A certain portion of land situate in the parish of Saint-Stanislas, taken and detached from the lot of land known and designated under the number four hundred and fifty two (Pt. No. 452) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Stanislas, containing twenty two arpents in area ; bounded in front by the residue of the said land at the place where the lot of land of Luc Dontigny terminates on the northeast line where it joins on the same line that of Bruno Jacob, in depth by the said Bruno Jacob, on the southwest by Adelphi Déry, and on the northeast by the said Bruno Jacob and the little river des Envies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Stanislas de la Rivière-des-Envies, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, 1920, at TEN o'clock in the forenoon (solar time).

Sheriff's office, CHARLES DUMOULIN,
Three Rivers, 3rd August, 1920. Sheriff.
[First publication, 7th August, 1920]

2928—32-2

Arrêté en Conseil

Order-in-Council

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 30 juillet 1920.

Quebec, 30th July, 1920.

Présent : Le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

*Concernant le tarif des shérifs.**Relating to the Sheriffs' tariff.*

1. Attendu que, en vertu des dispositions de l'article 37 du Code de Procédure Civile, et de l'article 3511 des Statuts refondus de Québec, 1909, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut faire, modifier, révoquer ou amender le tarif des honoraires payables aux shérifs ;

1. Whereas, in virtue of the provisions of article 37 of the Code of Civil Procedure and of article 3511 of the Revised Statutes of Québec, 1909, the Lieutenant-Governor in Council may make, modify, revoke or amend the tariff of fees payable to sheriffs ;

2. Attendu qu'il y a lieu, pour les fins de la bonne administration de la Justice, d'abroger le tarif des shérifs actuellement en force et de le remplacer par un nouveau.

2. Whereas it is expedient, for the good administration of justice, to repeal the sheriffs' tariff now in force and to replace it by a new one ;

IL EST ORDONNÉ que le tarif des shérifs, tel qu'établi par l'arrêté-en-conseil du 27 mars 1902 et tel qu'amendé par les arrêtés-en-conseil subséquents, soit abrogé à compter du 1er jour d'août, 1920, et que, à compter de cette date, il soit remplacé par le tarif ci-dessous.

ORDERED that the sheriff tariff, as established by the Order in Council bearing the date of the 27th day of March, 1902 and as amended by subsequent orders in council, be repealed from and after the 1st day of August 1920 and that, after that date, it be replaced by the following tariff.

Le greffier Conseil Exécutif,
A. MORISSET.A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

TARIF DES SHERIFS

SHERIFFS' TARIFF

1. Sur la réception de tout bref, Bref de subpœna excepté, et des instructions.	\$ 1.00	1. For any writ, excepting subpœna, received by the sheriff with instructions	\$ 1.00
2. Pour tout mandat du shérif.	\$ 2.00	2. For every sheriffs warrant.	2.00
3. Pour toute signification d'un bref autre que le bref de subpœna, y compris les rapports.	1.00	3. For the service of a writ other than a subpœna, including return.	1.00
4. Pour toute autre signification y compris le rapport.	0.50	4. For every other service including return.	0.50
5. Pour interpellation du défendeur (art. 705 C.P.) avant la saisie d'un immeuble.	3.00	5. For interpellation of the defendant before proceeding to the seizure (C.C.P. art. 705).	3.00
6. Pour la saisie d'un immeuble.	3.00	6. For the seizure of an immoveable.	3.00
7. Pour recors lorsque requis.	2.00	7. For recors when required.	2.00
8. Pour la saisie de chaque immeuble additionnel.	0.50	8. For the seizure of every each additional immoveable.	0.50
9. Pour la préparation de tout procès-verbal de saisie immobilière.	3.00	9. For preparation of procès-verbal of the seizure of an immoveable.	3.00
10. Pour la rédaction de l'avis de vente y compris les copies pour les imprimeurs.	5.00	10. For making out the notices of sale including the copies for the printers.	5.00
11. Pour toute traduction, par cent mots.	0.40	11. For any translation, per hundred words.	0.40
12. Pour la transmission des avis à chacun des journaux dans lesquels ils doivent être publiés, y compris la production des exhibits au dossier.	1.00	12. For forwarding the notices to each of the newspapers in which they are to be published, including filing of exhibits in the record.	1.00
13. Pour la publication des avis de vente d'immeuble et leur affichage à la porte de l'église.	3.00	13. For the publication and posting at the church door of the notices of the sale of an immoveable.	3.00
14. Pour la rédaction des conditions de vente d'un immeuble.	2.00	14. For drafting conditions of the sale of an immoveable.	2.00
15. Pour la vente d'un immeuble.	3.00	15. For the sale of an immoveable property.	3.00
Pour la vente de chaque immeuble additionnel lorsque plusieurs immeubles saisis en même temps sont vendus en groupe ou séparément.	0.50	For the sale of each additional immoveable when several immoveables seized together are sold in a group or separately.	0.50
16. Pour le procès-verbal des offres ou enchères reçues pour chaque vente ou adjudication.	2.00	16. For the procès-verbal of and bids received for each sale or adjudication.	2.00
17. Pour la description de chaque immeuble en sus du premier dans un procès-verbal, rapport ou autre document préparé par le shérif.	0.50	17. For the description of each immoveable other than the first in a procès-verbal, report or other document prepared by the sheriff.	0.50

- | | | | |
|--|-------|---|-------|
| 18. Pour tout avis au régistrateur ou réquisition pour un certificat en rapport avec les privilèges et hypothèques affectant l'immeuble..... | 2.00 | 18. For every notice or requisition to a registrar for a certificate as to privileges and hypothecs affecting immoveables.. | 2.00 |
| 19. Pour le rapport d'une opposition opérant sursis de la saisie et de la vente (art. 729 C.P.)..... | 3.00 | 19. For the return of an opposition causing a stay of proceedings upon the seizure or the sale (C.C.P. art. 729)..... | 3.00 |
| 20. Pour rapport après la vente (art. 769 C.P.)..... | 3.00 | 20. For the return after the sale..... | 3.00 |
| 21. Pour tout rapport ou procès-verbal non autrement prévus..... | 2.00 | 21. For any return or procès-verbal not otherwise provided for..... | 2.00 |
| 22. Pour tout double ou copie de procès-verbal ou d'autres documents livré ou enregistré au long, le 100 mots..... | 0.12½ | 22. For every duplicate or copy of a procès-verbal or other documents delivered or registered in full length, per hundred words..... | 0.12½ |
| 23. Pour tout acte de vente d'un immeuble : | | 23. For every deed of sale of an immoveable : | |
| Lorsque le prix d'adjudication n'excède pas \$400..... | 4.00 | When the price of adjudication does not exceed \$400..... | 4.00 |
| Lorsqu'il dépasse \$400, mais n'excède pas \$10,000..... | 6.00 | When it exceeds \$400, but does not exceed \$10,000..... | 6.00 |
| Lorsqu'il dépasse \$10,000, mais n'excède pas \$15,000..... | 8.00 | When it exceeds \$10,000, but does not exceed \$15,000..... | 8.00 |
| Lorsqu'il dépasse \$15,000..... | 10.00 | When it exceeds \$15,000..... | 10.00 |
| Lorsque plusieurs lots sont groupés ensemble et sont ainsi offerts en vente et vendus au même acquéreur, ils constituent un immeuble et doivent être inclus dans le même acte pour un honoraire. | | When several lots are grouped together and are so offered for sale and sold to the same purchaser, they constitute an immoveable and should be included in the same deed for one fee : | |
| Lorsque plusieurs lots groupés ensemble sont offerts en vente et sont vendus séparément, les honoraires pour l'acte de vente sont les suivants : | | When several lots grouped together are offered for sale and sold separately, the fees for the deed of sale will be as follows : | |
| Pour tout acte de vente d'un seul lot ou partie de lot : | | For every deed of sale of one lot or part of a lot : | |
| Lorsque le prix d'adjudication n'excède pas \$400..... | 4.00 | When the price of adjudication does not exceed \$400..... | 4.00 |
| Lorsqu'il dépasse \$400, mais n'excède pas \$10,000..... | 6.00 | When it exceeds \$400, but does not exceed \$10,000..... | 6.00 |
| Lorsqu'il dépasse \$10,000, mais n'excède pas \$15,000..... | 8.00 | When it exceeds \$10,000, but does not exceed \$15,000..... | 8.00 |
| Lorsqu'il dépasse \$15,000..... | 10.00 | When it exceeds \$15,000..... | 10.00 |
| Pour un acte de vente de plusieurs lots ou parties de lots au même acquéreur : | | For a deed of sale of several lots or parts of lots to the same purchaser : | |
| Pour le premier lot : | | For the first lot : | |
| Les mêmes honoraires que ci-dessus, suivant le prix d'adjudication. | | The same fees as the above according to the price of adjudication. | |
| Pour chacun des 50 lots ou parties de lots suivants..... | 1.00 | For each of the next fifty lots or parts of lots..... | 1.00 |
| Et pour chaque lot ou partie de lot au-dessus de 50..... | 0.50 | For each lot or part of lot over fifty... | 0.50 |
| 24. Pour faire enregistrer un acte de vente | 2.00 | 24. For the registration of the deed of sale | 2.00 |
| 25. Pour préparer un état des frais et déboursés en tout état de cause..... | 1.00 | 25. For preparing a bills of costs and disbursement at any moment during the proceedings..... | 1.00 |
| 26. Pour tout acte de cautionnement ou pour tout transport d'icelui, en sus de la taxe..... | 2.00 | 26. For every bond or transfer thereof, exclusive of tax..... | 2.00 |
| 27. Pour tout transport d'adjudication... | 2.00 | 27. For every transfer of the adjudication | 2.00 |
| 28. Pour toute opposition ou réclamation en sus de la taxe : | | 28. On any opposition or claim, exclusive of tax : | |
| Première classe C.S..... | 2.00 | First class S.C..... | 2.00 |
| Deuxième classe..... | 1.50 | Second class..... | 1.50 |
| Troisième et quatrième classes..... | 1.00 | Third and fourth class..... | 1.00 |
| 29. Pour production de tout document ou titre à l'appui d'une opposition ou réclamation..... | 1.00 | 29. On every document or title filed of an opposition or claim..... | 1.00 |
| 30. La taxe à imposer sur toute opposition, réclamation pour paiement ou cautionnement, est celle imposée sur des procédures analogues, en vertu du tarif de la Cour supérieure (Voir articles 26 et 40 du tarif de la Cour Supérieure). | | 30. The tax to be imposed on every opposition claim for payment or bond is that imposed on analogous proceedings, in virtue of the tariff of the Superior Court (see articles 26 and 40 of the tariff of the Superior Court.) | |
| 31. Si, pour opérer une saisie ou une vente ou pour exécuter un devoir officiel en matières civiles, il est nécessaire de con- | | 31. If, in order to seize or sell goods, or to carry out an official duty in civil matters, he is necessarily occupied more than one | |

sacrer plus d'une journée, le temps additionnel sera chargé au taux suivant :		day, the additional time to be charged at the following rate :	
Par jour ou partie de jour.....	5.00	Per day or part of a day.....	5.00
32. Pour l'arrestation d'une personne sur bref de contrainte par corps, <i>capias</i> , &c.	4.00	32. For arresting a person under a writ of "contrainte par corps" <i>capias</i> , etc.	4.00
33. Pour l'exécution de tout ordre pour la livraison d'effets saisis.....	1.00	33. For the execution of every order for the delivery of seized goods.....	1.00
34. Pour l'exécution de tout ordre pour l'élargissement d'un prisonnier.....	1.00	34. For the execution of every order for the release of a prisoner.....	1.00
35. Pour l'exécution d'un bref de possession.....	7.00	35. For the execution of a writ of possession.....	7.00
36. Pour certificat officiel.....	0.50	36. For every official certificate.....	0.50
37. Pour toute recherche—une année seulement.....	0.35	37. For every search amongst records for one year only.....	0.35
Pour recherches pour toute année additionnelle.....	0.10	For every additional year.....	0.10
38. Pour toutes ses procédures pour l'assignation d'un jury, en vertu d'un bref de <i>venire facias</i>	4.00	38. For all proceedings to assign a jury under a writ of <i>venire facias</i>	4.00
39. Pour frais de route, le mille.....	0.35	39. Mileage for travelling expenses, per mile.....	0.35
Dans le cas où les frais de transport fixés par le tarif ne sont pas suffisants pour couvrir les dépenses réelles de voyage, le shérif donnera sous serment les motifs justifiant l'abandon des frais fixés par le tarif pour réclamer ses déboursés réels de voyage, lesquels devront être les moins dispendieux dans les circonstances ordinaires.		If the travelling expenses allowed by the tariff are not sufficient to cover the actual travelling expenses of the sheriff, he shall state under oath his reason for renouncing the costs fixed by the tariff to claim his actual travelling disbursements, which shall be as reasonable as possible in ordinary circumstances.	
40. Les déboursés réels pour ponts, barrières, traverses, recherches au bureau d'enregistrement, téléphone, télégrammes et tous autres frais pour procédures ordonnées par la loi.		40. The actual disbursements paid for bridges, toll gates, ferries, searches at the registry office, telephone, telegrams and other expenses for proceedings ordered by-law.	
41. Lorsque le shérif ou son député remplit quelques-uns des devoirs ordinairement remplis par un huissier lesquels ne sont pas prévus par le présent tarif, il a droit de recevoir les honoraires accordés par le tarif des honoraires des huissiers de la province de Québec, pour les procédures de la première classe, Cour supérieure.		41. Whenever the sheriff or his deputy performs any of the duties usually performed by a bailiff, which are not provided for in the present tariff, he shall be entitled to receive the fees granted by the tariff of fees for bailiffs in the province of Quebec, for first class proceeding in the Superior Court.	

2917

2918

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 32.

Index of the Quebec Official Gazette, No 32.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Archambault vs Chenette.....	1762
" Dumaine vs Piché.....	1762
" Joncas vs Bellavance.....	1762
" Rivet vs Beaucage.....	1762

ANNONCEURS :—Avis aux :—.....

Tarif des shérifs.....	1775
------------------------	------

ASSEMBLÉE :—

The Napierville Junction Railway Co'y.	1762
--	------

AVIS DIVERS :—

La Filature du Sagueany, ltée.....	1763
La ville de Grand-Pabos.....	1763
Loi des compagnies de Québec, 1920, rapport annuel.....	1735
Village de Donacona.....	1764

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Archambault vs Chenette.....	1762
" Dumaine vs Piché.....	1762
" Joncas vs Bellavance.....	1762
" Rivet vs Beaucage.....	1762

ADVERTISERS :—Notice to :—.....

ORDERS IN COUNCIL :—

Tariff of sheriffs.....	1775
-------------------------	------

MEETING :—

The Napierville Junction Railway Co'y.	1762
--	------

MISCELLANEOUS NOTICES :—

La Filature du Sagueany, ltée.....	1763
The town of Grand-Pabos.....	1763
Quebec Companies' Act, 1920, annual report.....	1735
Village of Donacona.....	1764

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES: COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:—

Northerown Porcupine Mines, Ltd.....	1764	Northerown Porcupine Mines, Ltd.....	1764
The Brophy Umbrella Co., Ltd.....	1764	The Brophy Umbrella Co., Ltd.....	1764

COMPAGNIES DISSOUTES:—

D. McManamy & Co., Inc.....	1765	D. McManamy & Co., Inc.....	1765
The Botts Marking Ink Co., Incorp.....	1765	The Botts Marking Ink Co., Incorp.....	1765

COMPANIES DISSOLVED:—

D. McManamy & Co., Inc.....	1765	D. McManamy & Co., Inc.....	1765
The Botts Marking Ink Co., Incorp.....	1765	The Botts Marking Ink Co., Incorp.....	1765

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:— DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Demande d'annexer divers lots de la paroisse Sainte-Martine à Sainte-Martine.....	1758	Application to annex several lots of the parish of Sainte-Martine to Sainte-Martine.....	1758
Divers lots à Gatineau-Vallée.....	1758	Several lots to Gatineau-Vallée.....	1758
Divers lots à mun. scol.: Matalick.....	1759	Several lots to school mun. Matalick.....	1759
Divers rangs du canton Moreau à Cantons Unis.....	1759	Several ranges of the township Moreau to United Townships.....	1759
Mun. scol.: Metabetchouan-Saint-Louis-de-Chambord.....	1759	School mun.: Metabetchouan-Saint-Louis-de-Chambord.....	1759

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORETS:—

Assemblées du Bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec.....	1759	Meetings of the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec.....	1759
---	------	--	------

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Meetings of the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec.....	1759	Meetings of the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec.....	1759
--	------	--	------

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

Ancient Order of Hibernians of America.....	1760	Ancient Order of Hibernians of America.....	1760
Compagnie d'assurance contre le feu de la paroisse Saint-Samuel.....	1760	Compagnie d'assurance contre le feu de la paroisse Saint-Samuel.....	1760
Compagnie d'assurance contre le feu de la paroisse Sainte-Béatrix.....	1760	Compagnie d'assurance contre le feu de la paroisse Sainte-Béatrix.....	1760
La Cie d'assurance mutuelle de Témiscamingue.....	1761	La Cie d'assurance mutuelle de Témiscamingue.....	1761
Manufacturing Wood Workers Underwriters.....	1761	Manufacturing Wood Workers Underwriters.....	1761
The Machabees.....	1761	The Machabees.....	1761
Woman's Benefit Association of the Maccabees.....	1760	Woman's Benefit Association of the Maccabees.....	1760

TREASURY DEPARTMENT:—

Ancient Order of Hibernians of America.....	1760	Ancient Order of Hibernians of America.....	1760
Compagnie d'assurance contre le feu de la paroisse Saint-Samuel.....	1760	Compagnie d'assurance contre le feu de la paroisse Saint-Samuel.....	1760
Compagnie d'assurance contre le feu de la paroisse Sainte-Béatrix.....	1760	Compagnie d'assurance contre le feu de la paroisse Sainte-Béatrix.....	1760
La Cie d'assurance mutuelle de Témiscamingue.....	1761	La Cie d'assurance mutuelle de Témiscamingue.....	1761
Manufacturing Wood Workers Underwriters.....	1761	Manufacturing Wood Workers Underwriters.....	1761
The Machabees.....	1761	The Machabees.....	1761
Woman's Benefit Association of the Maccabees.....	1760	Woman's Benefit Association of the Maccabees.....	1760

ERRATUM:—

Page 1717, juillet 1920, No 2805-6.....	1765	Page 1717, 30th July, 1920, No. 2805-6.....	1765
---	------	---	------

ERRATUM:—

Page 1717, 30th July, 1920, No. 2805-6.....	1765	Page 1717, 30th July, 1920, No. 2805-6.....	1765
---	------	---	------

FAILLITE—AVIS DE:—

Latour, nom. curateur.....	1766	Latour, curator's appt.....	1766
Pattenaude, nom. curateur.....	1765	Pattenaude, curator's appt.....	1765

BANKRUPT NOTICES:—

Latour, curator's appt.....	1766	Latour, curator's appt.....	1766
Pattenaude, curator's appt.....	1765	Pattenaude, curator's appt.....	1765

LETTRES PATENTES:—

Canda Produce Co's Ltd.....	1750	Canda Produce Co's Ltd.....	1750
Islesmore Golf & Country Club, Inc... ..	1751	Islesmore Golf & Country Club, Inc... ..	1751
L'Association Commerciale du Nord, Ltée.....	1746	L'Association Commerciale du Nord, Ltée.....	1746
New Clarendon Hotel Co'y, Ltd.....	1739	New Clarendon Hotel Co'y, Ltd.....	1739
Parfumerie Albert Bellefontaine, Inc... ..	1751	Parfumerie Albert Bellefontaine, Inc... ..	1751
Sleeper & Akhurst, Ltd.....	1748	Sleeper & Akhurst, Ltd.....	1748
Saint Catherine Club, Ltd.....	1756	Saint Catherine Club, Ltd.....	1756
St. Lamberts Housing Co., Ltd.....	1753	St. Lamberts Housing Co., Ltd.....	1753
The Majestic Dress Mf'g Co'y.....	1743	The Majestic Dress Mf'g Co'y.....	1743
The North Quebec Mining Development Co'y Ltd.....	1745	The North Quebec Mining Development Co'y Ltd.....	1745
The Standard Pulp and Paper Co'y Ltd.....	1755	The Standard Pulp and Paper Co'y Ltd.....	1755
Theta Delta Chi, McGill, Ltd.....	1749	Theta Delta Chi, McGill, Ltd.....	1749

LETTERS PATENT:—

Canda Produce Co's Ltd.....	1750	Canda Produce Co's Ltd.....	1750
Islesmore Golf & Country Club, Inc... ..	1751	Islesmore Golf & Country Club, Inc... ..	1751
L'Association Commerciale du Nord, Ltée.....	1746	L'Association Commerciale du Nord, Ltée.....	1746
New Clarendon Hotel Co'y, Ltd.....	1739	New Clarendon Hotel Co'y, Ltd.....	1739
Parfumerie Albert Bellefontaine, Inc... ..	1751	Parfumerie Albert Bellefontaine, Inc... ..	1751
Sleeper & Akhurst, Ltd.....	1748	Sleeper & Akhurst, Ltd.....	1748
Saint Catherine Club, Ltd.....	1756	Saint Catherine Club, Ltd.....	1756
St. Lamberts Housing Co., Ltd.....	1753	St. Lamberts Housing Co., Ltd.....	1753
The Majestic Dress Mf'g Co'y.....	1743	The Majestic Dress Mf'g Co'y.....	1743
The North Quebec Mining Development Co'y Ltd.....	1745	The North Quebec Mining Development Co'y Ltd.....	1745
The Standard Pulp and Paper Co'y Ltd.....	1755	The Standard Pulp and Paper Co'y Ltd.....	1755
Theta Delta Chi, McGill, Ltd.....	1749	Theta Delta Chi, McGill, Ltd.....	1749

MINUTES DE NOTAIRE—TRANSPORT DE:—

En faveur de M. J.-S.-Aimé Ashby.....	1766	In favor of Mr. J.-S.-Aimé Ashby.....	1766
---------------------------------------	------	---------------------------------------	------

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED:—

In favor of Mr. J.-S.-Aimé Ashby.....	1766	In favor of Mr. J.-S.-Aimé Ashby.....	1766
---------------------------------------	------	---------------------------------------	------

NOMINATIONS:—

Commissaires d'écoles: Mun. Notre-Dame-de-Natasquan; Ville de Léry; Saint-Joseph-de-Blandford; Saint-Rémi, village.....	1758	School Commissioners: Mun. Notre-Dame-de-Natasquan; Town of Léry; Saint-Joseph-de-Blandford; Saint-Rémi, village.....	1758
---	------	---	------

APPOINTMENTS:—

School Commissioners: Mun. Notre-Dame-de-Natasquan; Town of Léry; Saint-Joseph-de-Blandford; Saint-Rémi, village.....	1758	School Commissioners: Mun. Notre-Dame-de-Natasquan; Town of Léry; Saint-Joseph-de-Blandford; Saint-Rémi, village.....	1758
---	------	---	------

PROCLAMATION :—

Cadastre : Canton de Talon..... 1736

PROCLAMATION :—

Cadastre : Township of Talon..... 1736

VENTES PAR LICITATION :—

Brigger vs Collin *et al.*..... 1770

Gurry (Dme) vs Dme Meehan..... 1766

Ouimet vs Ouimet..... 1768

Pilon (Dme) vs Viau *et al.*..... 1767

SALES BY LICITATION :—

Brigger vs Collin *et al.*..... 1770

Gurry (Dme) vs Dme Meehan..... 1766

Ouimet vs Ouimet..... 1768

Pilon (Dme) vs Viau *et al.*..... 1767

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—

Ville de Bromptonville..... 1770

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—

Town of Bromptonville..... 1770

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

SHERIFFS' SALES :—

BEAUCE :—

Genest vs Vachon..... 1771

BEAUCE :—

Genest vs Vachon..... 1771

BEDFORD :—

Hunt *et al* vs Whitcomb..... 1771

BEDFORD :—

Hunt *et al* vs Whitcomb..... 1771

JOLIETTE :—

Dme Vézina vs Herman *et al.*..... 1772

JOLIETTE :—

Dme Vézina vs Herman *et al.*..... 1772

MONTMAGNY :—

Morrison vs Pouliot..... 1772

MONTMAGNY :—

Morrison vs Pouliot..... 1772

MONTRÉAL :—

Brossard vs Labelle..... 1773

Cité de Westmount vs Dme Robinson... 1773

Les Syndics d'écoles protestantes pour
la municipalité de la cité et paroisse

de Lachine vs Goldberg..... 1774

Robitaille vs Brunet..... 1773

MONTREAL :—

Brossard vs Labelle..... 1773

City of Westmount vs Dme Robinson... 1773

The Protestant school trustees for the
municipality of the city and district

of Lachine vs Goldberg..... 1774

Robitaille vs Brunet..... 1773

TROIS-RIVIÈRES :—

Châteauneuf (Dme) vs Thiffault, fils... 1774

THREE RIVERS :—

Châteauneuf (Dme) vs Thiffault, jnr.. 1774

